

The Additional Protocol  
was previously published  
as Cmnd. 4771



UNIVERSAL  
POSTAL UNION

Treaty Series No. 72 (1973)

Additional Protocol  
to the  
Constitution  
of the  
Universal Postal Union  
[with Declarations, General Regulations, Final  
Protocol and Rules of Procedure of Congresses]

Tokyo, 14 November 1969

[The United Kingdom instrument of ratification of the Additional  
Protocol and notification of approval of the General Regulations  
were deposited on 30 June 1972]

*Presented to Parliament  
by the Secretary of State for Foreign and Commonwealth Affairs  
by Command of Her Majesty  
August 1973*

LONDON  
HER MAJESTY'S STATIONERY OFFICE

70p net

Cmnd. 5358

## CONTENTS

	<i>French Text</i>	<i>English</i>
	<i>Page</i>	<i>Translation</i>
		<i>Page</i>
1. Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union	3	37
2. Declarations made on signature of the Acts	28	42
3. General Regulations of the Universal Postal Union	51	87
4. Final Protocol to the General Regulations	69	104
5. Annex to the General Regulations: Rules of Procedure of Congresses	71	105
6. Ratifications of and Accessions to the Additional Protocol	—	119
7. Ratifications and Approvals of and Accessions to the General Regulations	—	122

*Note:* The authentic texts of the above instruments are in the French language only. The English translations have been prepared by the Ministry of Posts and Telecommunications.

**PROTOCOLE ADDITIONNEL**  
**À LA**  
**CONSTITUTION DE**  
**L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

---

**TABLE DES MATIÈRES**

Art.

- I. (art. 8 modifié) Unions restreintes. Arrangements spéciaux
- II. (art. 11 modifié) Adhésion ou admission à l'Union. Procédure
- III. (art. 13 modifié) Organes de l'Union
- IV. (art. 18 modifié) Conseil consultatif des études postales
- V. (art. 21 modifié) Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres
- VI. (art. 26 modifié) Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union
- VII. Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union
- VIII. Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle

**PROTOCOLE ADDITIONNEL**  
**À LA**  
**CONSTITUTION DE**  
**L'UNION POSTALE UNIVERSELLE<sup>1</sup>**

Les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union postale universelle, réunis en Congrès à Tokyo, vu l'article 30, § 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont adopté, sous réserve de ratification, les modifications suivantes à ladite Constitution.

**Article I**  
(Article 8 modifié)

**Unions restreintes. Arrangements spéciaux**

1. Les Pays-membres, ou leurs Administrations postales si la législation de ces Pays ne s'y oppose pas, peuvent établir des Unions restreintes et prendre des arrangements spéciaux concernant le service postal international, à la condition toutefois de ne pas y introduire des dispositions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues par les Actes auxquels les Pays-membres intéressés sont parties.

2. Les Unions restreintes peuvent envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions de l'Union, au Conseil exécutif ainsi qu'au Conseil consultatif des études postales.

3. L'Union peut envoyer des observateurs aux Congrès, Conférences et réunions des Unions restreintes.

**Article II**  
(Article 11 modifié)

**Adhésion ou admission à l'Union. Procédure**

1. Tout membre de l'Organisation des Nations Unies peut adhérer à l'Union.

2. Tout Pays souverain non-membre de l'Organisation des Nations Unies peut demander son admission en qualité de Pays-membre de l'Union.

3. L'adhésion ou la demande d'admission à l'Union doit comporter une déclaration formelle d'adhésion à la Constitution et aux Actes obligatoires de

<sup>1</sup> La Constitution de l'Union postale universelle a été conclue par le Congrès de Vienne 1964 et figure dans le tome III des Documents de ce Congrès.

l'Union. Elle est adressée par la voie diplomatique au Gouvernement de la Confédération Suisse qui, selon le cas, notifie l'adhésion ou consulte les Pays-membres sur la demande d'admission.

4. Le Pays non-membre de l'Organisation des Nations Unies est considéré comme admis en qualité de Pays-membre si sa demande est approuvée par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union. Les Pays-membres qui n'ont pas répondu dans le délai de quatre mois sont considérés comme s'abstenant.

5. L'adhésion ou l'admission en qualité de membre est notifiée par le Gouvernement de la Confédération Suisse aux Gouvernements des Pays-membres. Elle prend effet à partir de la date de cette notification.

### **Article III** (Article 13 modifié)

#### **Organes de l'Union**

1. Les organes de l'Union sont le Congrès, les Conférences administratives, le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales, les Commissions spéciales et le Bureau international.

2. Les organes permanents de l'Union sont le Conseil exécutif, le Conseil consultatif des études postales et le Bureau international.

### **Article IV** (Article 18 modifié)

#### **Conseil consultatif des études postales**

Le Conseil consultatif des études postales (CCEP) est chargé d'effectuer des études et d'émettre des avis sur des questions techniques, d'exploitation et économiques intéressant le service postal.

### **Article V** (Article 21 modifié)

#### **Dépenses de l'Union. Contributions des Pays-membres**

1. Chaque Congrès arrête le montant maximal que peuvent atteindre:
  - (a) annuellement les dépenses de l'Union;
  - (b) les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès.

2. Le montant maximal des dépenses prévu au § 1 peut être dépassé si les circonstances l'exigent, sous réserve que soient observées les dispositions y relatives du Règlement général.

3. Les dépenses de l'Union, y compris éventuellement les dépenses visées au § 2, sont supportées en commun par les Pays-membres de l'Union. A cet effet, chaque Pays-membre est classé par le Congrès dans l'une des classes de contribution dont le nombre est déterminé par le Règlement général.

4. En cas d'adhésion ou d'admission à l'Union en vertu de l'article 11, le Gouvernement de la Confédération Suisse détermine, d'un commun accord avec le Gouvernement du Pays intéressé, la classe de contribution dans laquelle celui-ci doit être rangé au point de vue de la répartition des dépenses de l'Union.

#### **Article VI** (Article 26 modifié)

##### **Notification des ratifications et des autres modes d'approbation des Actes de l'Union**

Les instruments de ratification de la Constitution, et éventuellement d'approbation des autres Actes de l'Union, sont déposés dans le plus bref délai auprès du Gouvernement de la Confédération Suisse qui notifie ces dépôts aux Pays-membres.

#### **Article VII**

##### **Adhésion au Protocole additionnel et aux autres Actes de l'Union**

1. Les Pays-membres qui n'ont pas signé le présent Protocole peuvent y adhérer en tout temps.

2. Les Pays-membres qui sont parties aux Actes renouvelés par le Congrès mais qui ne les ont pas signés, sont tenus d'y adhérer dans les plus brefs délais possible.

3. Les instruments d'adhésion relatifs aux cas visés aux §§ 1 et 2 sont adressés par la voie diplomatique au Gouvernement du Pays-siège qui notifie ce dépôt aux Pays-membres.

#### **Article VIII**

##### **Mise à exécution et durée du Protocole additionnel à la Constitution de l'Union postale universelle**

Le présent Protocole additionnel sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> juillet 1971, à l'exception de l'article V qui entrera en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1971, et demeurera en vigueur pendant un temps indéterminé.

En foi de quoi les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont dressé le présent Protocole additionnel qui aura la même force et la même

valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même de la Constitution et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

Pour  
L'AFGHANISTAN :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE L'AFRIQUE DU SUD :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
D'ALBANIE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE  
DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE :

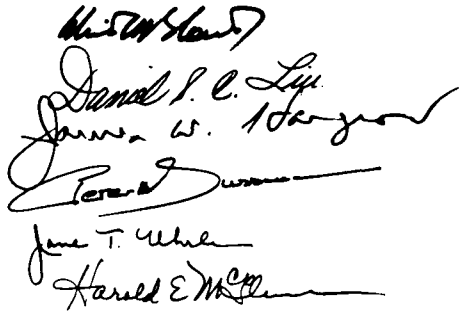
M. i. G. Kozis

E. P. ... R. ...

Pour  
L'ALLEMAGNE :



Pour  
LES ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE :





Pour  
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES DES  
ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE, Y COMPRIS  
LE TERRITOIRE SOUS TUTELLE DES  
ILES DU PACIFIQUE :

*[Handwritten signatures]*  
Daniel S. C. Lee  
James W. Hargan  
James T. White  
Harold E. McLean

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARGENTINE :

*[Handwritten signatures]*  
M. A. ...  
M. ...  
M. ...  
M. ...  
M. ...

Pour  
LE COMMONWEALTH DE L'AUSTRALIE :

*[Handwritten signatures]*  
G. ...  
J. ...  
J. ...  
L. ...

Pour  
LE ROYAUME DE L'ARABIE SAOUDITE :

*[Handwritten signatures]*  
J. ...  
...  
...  
AMIN SAMIR

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'AUTRICHE :

*Anderschitz*  
*Hassler*  
*Frankfurter*  
*Dr. Kramer*

Pour  
BARBADE :

*Paul H. Boyd*

Pour  
LA BELGIQUE :

*H. Logez*  
*C. H. H.*

Pour  
LE ROYAUME DE BHOUTAN :

*LS*  
*LS*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE  
SOCIALISTE DE BIÉLORUSSIE :

*[Signature]*

Pour  
LA BIRMANIE :

*Yong*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE BOLIVIE :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU BOTSWANA :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRATIVE  
DU BRÉSIL :

*José de Faria*  
*Paulo de Azevedo*  
*Walter de Azevedo*

Pour  
LE ROYAUME DU CAMBODGE :

*S. Sihanouk*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
DU CAMEROUN :

*François Tombalbaye*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE BULGARIE :

*A. Bairamov*  
*P. Djedrel*  
*St. St. St.*  
*P. Lefevre*

Pour  
LE CANADA :

*Robert Bourassa*  
*André Gagnon*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE CENTRAFRICAINE :

*André Tombalbaye*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU BURUNDI :

*André Ndayishimiye*

Pour  
CEYLAN :

*Sri Lankapala*

Pour  
LE CHILI :

*Alfonso Ovalle*

Pour  
LA CHINE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CHYPRE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE COLOMBIE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU CONGO  
(BRAZZAVILLE) :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU CONGO :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CORÉE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE COSTA-RICA :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE CUBA :

*[Handwritten signatures for Cuba]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU DAHOMEY :

*[Handwritten signatures for Dahomey]*

Pour  
LE ROYAUME DE DANEMARK :

*Gunnar Pedersen*  
*Bell Sevensen*  
*Torben W. Anderson*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DOMINICAINE :

*[Handwritten signature for Dominican Republic]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE EL SALVADOR :

*[Handwritten signature for El Salvador]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE L'ÉQUATEUR :

Pour  
L'ESPAGNE :

*[Handwritten signature for Spain]*

*[Handwritten signatures for other countries]*

*[Large handwritten flourish or signature at the bottom]*

Pour  
LE TERRITOIRE ESPAGNOL  
DE L'AFRIQUE :

*Suibalmante*  
*[Signature]*

Pour  
L'ÉTHIOPIE :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE FINLANDE :

*Oiva Salola*  
*Timo Penttinen*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :

*[Signature]*

*[Signature]*

*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE :  
(suite)

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
L'ENSEMBLE DES TERRITOIRES  
REPRÉSENTÉS PAR L'OFFICE FRANÇAIS  
DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS  
D'OUTRE-MER :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE GABONAISE :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LE GHANA :

*Mr. Ocranhi*  
*Gelli coc*  
*Batham.*

Pour  
LE ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD  
(Y COMPRIS LES ILES DE LA  
MANCHE ET L'ILE DE MAN) :

*li. Whitecraft*  
*Ellsower.*

*K*

*D. M. Callard*

*N. N. Walsley*

*Whitecraft*  
*Walsley*

Pour  
LES TERRITOIRES D'OUTRE-MER DONT  
LES RELATIONS INTERNATIONALES  
SONT ASSURÉES PAR LE GOUVERNE-  
MENT DU ROYAUME-UNI DE GRANDE-  
BRETAGNE ET D'IRLANDE DU NORD :

*A. Whitecraft*  
*Ellsower.*

*K*

*D. M. Callard*

*N. N. Walsley*

*Whitecraft*  
*Walsley*

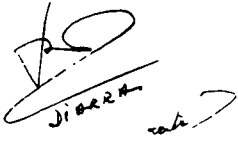
Pour  
LA GRÈCE :

*Whitecraft*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU GUATÉMALA :

*Whitecraft*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE GUINÉE :



Pour  
LA GUYANE :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'HAÏTI :

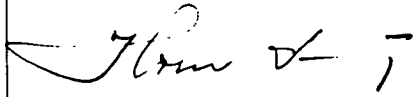
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE HAUTE-VOLTA :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU HONDURAS :



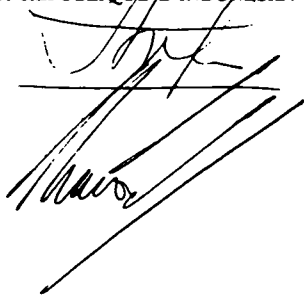
Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
HONGROISE :



Pour  
L'INDE :

*S. D. Nargolwala*  
*K. S. Narayan*  
*Umananda*  
*M. S. Narayana*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'INDONÉSIE :





Pour  
L'IRAN :

*Eyub Rahmani*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'IRAQ :

*[Signature]*

Pour  
L'IRLANDE :

*J. M. Connelley*  
*S. C. O'Riordan*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE D'ISLANDE :

*G. Friem*  
*Þorger Kristjánsson*  
*Hafþór Jónsson*

Pour  
ISRAËL :

*A. Ravan* *1931*  
*Shanahan* *1931*

Pour  
ISRAËL :  
(suite)

*[Signature]*

Pour  
L'ITALIE :

*Luigi Einaudi*  
*Antonio Di Vittorio*

Pour  
LA JAMAÏQUE :

Pour  
LE JAPON :

*Y. Asano*  
*[Signature]*  
*Y. Shikawa*  
*M. Yoshida*  
*F. Tadokoro*

Pour  
LE ROYAUME HACHÉMITE DE  
JORDANIE :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LE KENYA :

*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
KUWAIT :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LE ROYAUME DU LAOS :

*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LE ROYAUME DU LESOTHO :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE LIBANAISE :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE LIBÉRIA :

*[Signature]*  
*[Signature]*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE DE LIBYE :

Pour  
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN :

*[Signature]*

Pour  
LA PRINCIPAUTÉ DE LIECHTENSTEIN:  
(suite)

Pour  
LE LUXEMBOURG:

Pour  
LA MALAISIE:

Pour  
MALAWI:

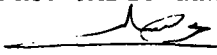
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE MALDIVES:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE MALGACHE:

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU MALI:

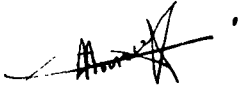
Pour  
MALTE:

Pour  
LE ROYAUME DU MAROC:

  
*عبد الحليم محمد*  
*بن محمد السادس*

Pour  
MAURICE:

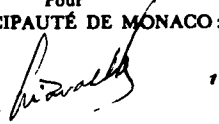
Pour  
LA RÉPUBLIQUE ISLAMIQUE DE  
MAURITANIE:



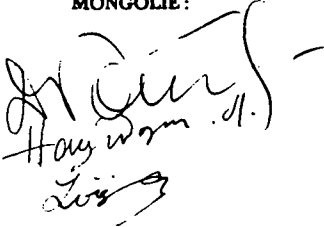
Pour  
LES ÉTATS-UNIS DU MEXIQUE:



Pour  
LA PRINCIPAUTÉ DE MONACO:

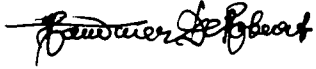


Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE DE  
MONGOLIE:

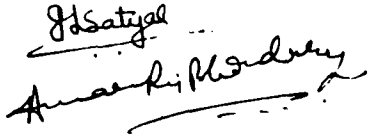
  
*Лиги коммунистов*  
*Монголии*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE MONGOLIE:  
(suite)

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE NAURU:



Pour  
LE NÉPAL:

  
*ब. प. कोइराला*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU NICARAGUA:



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER:



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU NIGER :  
(suite)

Pour  
LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE  
DE NIGÉRIA :

Pour  
LA NORVÈGE :

Pour  
LA NOUVELLE-ZÉLANDE :

Pour  
L'OUGANDA :

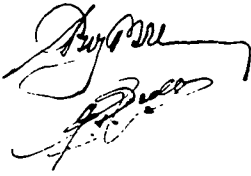
Pour  
LE PAKISTAN :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE PANAMA :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE PARAGUAY :

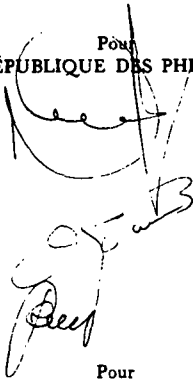
Pour  
LES PAYS-BAS :

Pour  
LES ANTILLES NÉERLANDAISES  
ET SURINAM :

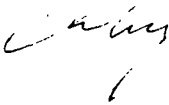


Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU PÉROU :

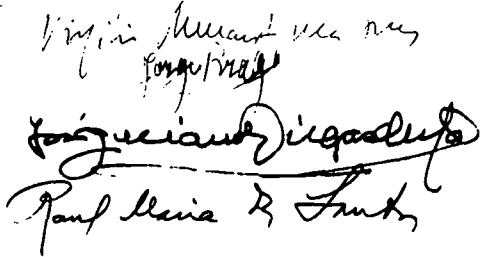
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DES PHILIPPINES :



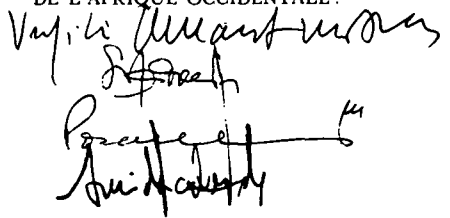
Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DE POLOGNE : -



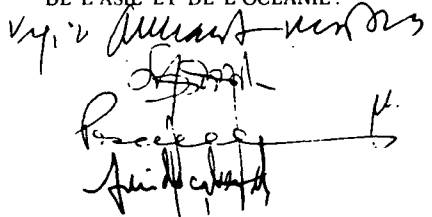
Pour  
LE PORTUGAL :



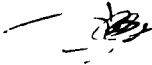
Pour  
LES PROVINCES PORTUGAISES  
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE :



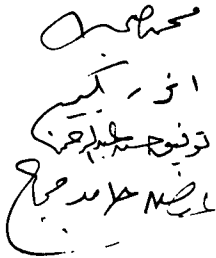
Pour  
LES PROVINCES PORTUGAISES  
DE L'AFRIQUE ORIENTALE,  
DE L'ASIE ET DE L'OcéANIE :



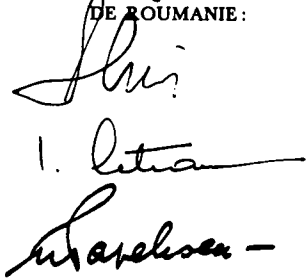
Pour  
QATAR :



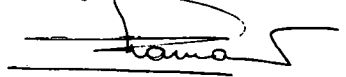
Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE UNIE :



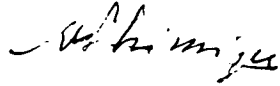
Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
DE ROUMANIE :



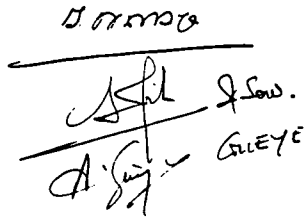
Pour  
LA RÉPUBLIQUE RWANDAISE :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE SAINT-MARIN :



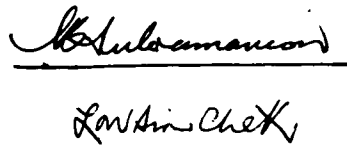
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU SÉNÉGAL :



Pour  
SIERRA LEONE :



Pour  
SINGAPOUR :



Pour  
LA SOMALIE :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE  
DU SOUDAN :

*M. I. Bashi*

Pour  
LA SUÈDE :

*A. P. ...*  
*...*  
*...*  
*...*

Pour  
LA CONFÉDÉRATION SUISSE :

*...*  
*...*  
*...*  
*...*  
*...*

Pour  
LE ROYAUME DU SWAZILAND :

Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE :

*...*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE UNIE DE TANZANIE :

*...*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE DU TCHAD :

*...*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
TCHÉCOSLOVAQUE :

*...*

Pour  
LA THAÏLANDE :

*...*  
*...*  
*...*  
*...*  
*...*



Pour  
LA RÉPUBLIQUE TOGOLAISE :

*HS*  
*Emkang*

Pour  
TRINITÉ ET TOBAGO :

*Amalabu*  
*Geoffrey*  
*W. Brown*

Pour  
LA TUNISIE :

*Qas*  
*Houry*  
*Abdennour*  
*W. M.*  
*[Signature]*

Pour  
LA TURQUIE :

*[Signature]*  
*Y. Kemal*  
*[Signature]*  
*Minik*

Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOVIÉTIQUE  
SOCIALISTE D'UKRAINE :

*W. Timonov*

Pour  
L'UNION DES RÉPUBLIQUES  
SOVIÉTIQUES SOCIALISTES :

*[Signature]*

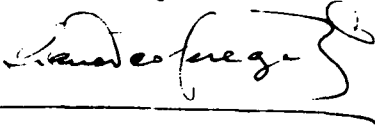
Pour  
LA RÉPUBLIQUE ORIENTALE  
DE L'URUGUAY :

*Acacio Pastor*  
*[Signature]*  
*Mervan*

Pour  
L'ÉTAT DE LA CITÉ DU VATICAN :

*Mons. Giuseppe G. G. G.*  
*Enrico Santaf*

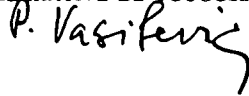
Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE VÉNEZUÉLA :



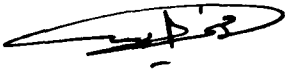
Pour  
LA RÉPUBLIQUE POPULAIRE  
DU YÉMEN DU SUD :

Pour  
LE VIËT-NAM :

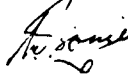
Pour  
LA RÉPUBLIQUE SOCIALISTE  
FÉDÉRATIVE DE YOUGOSLAVIE :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE ARABE DU YÉMEN :



Pour  
LA RÉPUBLIQUE DE ZAMBIE :



## DÉCLARATIONS FAITES LORS DE LA SIGNATURE DES ACTES

### I

*Au nom du Pakistan :*

« Le Gouvernement du Pakistan ne reconnaît pas le soi-disant Etat d'Israël. La délégation du Pakistan au présent Congrès déclare par conséquent que la signature de la Constitution, de la Convention et des Arrangements de l'Union postale universelle (Congrès de Tokyo, 1969) ainsi qu'une éventuelle ratification de ces Actes par son Gouvernement ne sont pas valables à l'égard du membre de l'Union désigné sous le nom d'Israël et n'impliquent en rien la reconnaissance de ce Pays par le Pakistan. »

(Congrès — Doc 146)

### II

*Au nom du Pakistan :*

« La délégation pakistanaise ne reconnaît pas les pouvoirs présentés par la soi-disant République de Chine, qui prétend représenter la Chine au Congrès. Le Pakistan soutient que le Gouvernement de la République Populaire de Chine est la seule autorité ayant le droit de représenter le peuple chinois devant l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ainsi qu'ailleurs dans le monde.

Pour les raisons qui précèdent, la délégation pakistanaise considère que les signatures de la Constitution et de tous les autres Actes de l'Union par la soi-disant République de Chine au présent Congrès sont nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 146)

### III

*Au nom de la République Démocratique et Populaire Algérienne, du Royaume de l'Arabie Saoudite, de la République d'Iraq, du Royaume Hachémite de Jordanie, de Kuwait, de la République Libanaise, du Royaume du Maroc, de Qatar, de la République Arab Unie, de la République Démocratique du Soudan, de la République Arabe Syrienne, de la République de Tunisie, de la République Arabe du Yémen, de la République Populaire du Yémen du Sud :*

« Les délégations susmentionnées confirment leur déclaration n° IX faite au Congrès de Vienne 1964 et affirment ses effets juridiques et pratiques. »

(Congrès — Doc 146/Add 1)

## IV

*Au nom de la République Démocratique et Populaire Algérienne, de la République d'Iraq, de la République Arabe Unie, de la République Démocratique du Soudan, de la République Arabe Syrienne, de la République Arabe du Yémen, de la République Populaire du Yémen du Sud :*

« Les délégations susmentionnées confirment leur position stable à l'égard de l'obligation du Congrès de reconnaître le droit de tout Pays souverain — comme la République Populaire de Chine, la République Démocratique Populaire de Corée, la République Démocratique Populaire du Viêt-Nam — d'adhérer à l'Union postale universelle. Il n'appartient à aucune personne juridique autre que le Gouvernement desdits Pays de s'attribuer le droit de leur représentation. »

(Congrès — Doc 146/Add 1)

## V

*Au nom de la République d'Iraq, de la République Arabe Unie, de la République Démocratique du Soudan, de la République Arabe Syrienne, de la République Populaire du Yémen du Sud :*

« Les délégations susmentionnées confirment leur position stable à l'égard de l'obligation du Congrès de reconnaître le droit de la République démocratique allemande d'adhérer à l'Union postale universelle. Il n'appartient à aucune personne juridique autre que le Gouvernement dudit Pays de s'attribuer le droit de sa représentation. »

(Congrès — Doc 146/Add 1)

## VI

*Au nom de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :*

« Se basant sur le fait que la délégation allemande possède les pleins pouvoirs de la République fédérale d'Allemagne, la délégation yougoslave considère que cette délégation peut représenter seulement le Gouvernement exerçant juridiction sur le territoire de l'Etat dont elle possède les pleins pouvoirs, c'est-à-dire la République fédérale d'Allemagne. Egalement la délégation yougoslave considère que les Actes du Congrès de Tokyo ne peuvent être signés au nom de la République démocratique allemande que par la délégation munie de pleins pouvoirs délivrés par le Gouvernement de la République démocratique allemande qui peut seule représenter son territoire et son Etat. »

(Congrès — Doc 146/Add 2)

## VII

*Au nom de la République Socialiste Fédérative de Yougoslavie :*

« La délégation yougoslave ne reconnaît pas le droit à la délégation chinoise de représenter la Chine au Congrès ni de signer les Actes en son nom, car c'est seulement le Gouvernement de la République Populaire de Chine qui peut autoriser sa délégation à la représenter et à signer les Actes du Congrès de Tokyo.

Egalement la délégation yougoslave ne reconnaît pas le droit de la délégation de la Corée du Sud ni de la délégation du Viêt-Nam du Sud de représenter la Corée tout entière ni le Viêt-Nam tout entier. »

(Congrès — Doc 146/Add 3)

## VIII

*Au nom de la Chine :*

« La délégation de la République de Chine au XVI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle tient à réaffirmer qu'elle est la seule représentation légitime de la Chine et qu'elle est reconnue comme telle par ledit Congrès.

Toutes les déclarations ou réserves qui ont été ou peuvent être faites par certains Pays-membres de l'Union et qui sont incompatibles avec la position de la délégation de la République définie plus haut sont illégales et par conséquent nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 146/Add 4)

## IX

*Au nom de la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, de la République Populaire de Bulgarie, de la République de Cuba, de la République Populaire Hongroise, de la République Populaire de Mongolie, de la République Populaire de Pologne, de la République Socialiste Tchécoslovaque, de la République Soviétique Socialiste d'Ukraine et de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes :*

« Les délégations susmentionnées déclarent, lors de la signature des Actes du XVI<sup>e</sup> Congrès de l'UPU, ce qui suit :

- (a) Le régime de Saigon ne peut pas représenter le Viêt-Nam du Sud et d'autant plus agir au nom de Viêt-Nam tout entier.  
Le véritable représentant du Viêt-Nam du Sud est le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viêt-Nam du Sud qui est largement reconnu dès sa constitution dans la vie internationale.
- (b) Les autorités de Taiwan ne représentent pas le peuple chinois et ne peuvent pas parler et signer les Actes au nom de la Chine.
- (c) Les autorités de la Corée du Sud ne représentent pas le peuple de la Corée et en aucun cas ne peuvent intervenir et signer les Actes de l'UPU au nom de la Corée. »

(Congrès — Doc 146/Add 5)

## X

*Au nom de la République Soviétique Socialiste de Biélorussie, de la République Populaire de Bulgarie, de la République de Cuba, de la République Populaire Hongroise, de la République Populaire de Mongolie, de la République Populaire de Pologne, de la République Socialiste Tchécoslovaque, de la République Soviétique Socialiste d'Ukraine et de l'Union des Républiques Soviétiques Socialistes :*

« Les délégations susmentionnées présentent, au moment de la signature des Actes du XVI<sup>e</sup> Congrès de l'UPU, la déclaration suivante :

Sur le territoire de l'ancien Reich se sont formés depuis longtemps et existent deux Etats indépendants souverains: la République démocratique allemande, la République fédérale d'Allemagne et l'entité politique indépendante — Berlin-Ouest.

Les deux Etats: RDA et RFA, reconnus mondialement, participent indépendamment aux organisations internationales et aux arrangements en y réalisant ses droits et obligations respectives.

La République démocratique allemande a adhéré à la Constitution et aux autres Actes de l'UPU, signés le 10 juillet 1964 à Vienne, et, en tant que membre de l'UPU, participe au trafic postal international conformément aux droits et obligations résultant de ces Actes.

Les droits et obligations de la République fédérale d'Allemagne, dans le domaine du trafic international postal, sont, en tant que membre de l'UPU, valables seulement en ce qui concerne le territoire se trouvant sous la juridiction de la RFA.

L'utilisation de la dénomination « Allemagne » par la délégation de la République fédérale d'Allemagne au moment de la signature des Actes de l'UPU est illégale et contraire aux normes reconnues de droit international, ainsi qu'à la pratique suivie lors de l'établissement des Arrangements et, par conséquent, ne peut avoir aucune conséquence juridique.

Ce fait ne témoigne que les prétentions de la RFA sur la représentation unique de tous les Allemands et porte le caractère revanchard orienté sur le changement de la situation actuelle en Europe.

Notre Union ne doit pas encourager ces aspirations en employant la dénomination « Allemagne » dans ses Actes, au lieu de la République fédérale d'Allemagne. »

(Congrès — Doc 146/Add 6)

## XI

*Au nom de la République Socialiste de Roumanie :*

« Depuis longtemps le soi-disant Etat « Allemagne » n'existe plus comme sujet de droit international. Sur le territoire de l'ancien Reich allemand se sont formés et existent deux Etats souverains — la République démocratique allemande et la République fédérale d'Allemagne — ainsi que Berlin-Ouest qui constitue une entité politique indépendante.

Les deux Etats allemands, reconnus mondialement, participent indépendamment aux organisations internationales et aux arrangements en y exerçant leurs droits et obligations respectifs.

La République démocratique allemande a adhéré à la Constitution et aux autres Actes de l'UPU, signés le 10 juillet 1964 à Vienne, et, en tant que membre de l'UPU, participe au trafic postal international conformément aux droits et obligations résultant de ces Actes.

Pour les raisons qui précèdent, la signature des Actes finals par la délégation de la République fédérale d'Allemagne au présent Congrès ne peut être valable que par rapport au territoire qui se trouve sous la juridiction de la République fédérale d'Allemagne. »

(Congrès — Doc 146/Add 7/Rev)

## XII

*Au nom de la République Socialiste de Roumanie :*

« Les autorités de Taiwan ne représentent pas le peuple chinois et ne peuvent pas parler et signer les Actes du Congrès au nom de la Chine.

La seule autorité ayant le droit de représenter le peuple chinois devant l'Organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées ainsi qu'ailleurs dans le monde est le Gouvernement de la République Populaire de Chine.

Pour cette raison, la signature des Actes finals du Congrès par les représentants des autorités de Taiwan est nulle et non avenue. »

(Congrès — Doc 146/Add 7/Rev)

## XIII

*Au nom de la République Socialiste de Roumanie :*

« Les autorités de la Corée du Sud ne représentent pas le peuple de la Corée et en aucun cas ne peuvent signer les Actes de l'UPU au nom de la Corée.

Par conséquent, la signature des Actes finals du Congrès par les représentants des autorités de la Corée du Sud est nulle et non avenue. »

(Congrès — Doc 146/Add 7/Rev)

## XIV

*Au nom de la République Socialiste de Roumanie :*

« Le régime de Saigon ne peut pas représenter le Viêt-Nam du Sud et d'autant plus réagir au nom du Viêt-Nam tout entier.

Les représentants véritables et largement reconnus internationalement du peuple vietnamien sont le Gouvernement de la République Populaire Démocratique du Viêt-Nam et le Gouvernement révolutionnaire provisoire de la République du Viêt-Nam du Sud.

Donc, la signature de la Constitution et de tous les autres Actes de l'Union

postale universelle par le représentant du régime de Saïgon au présent Congrès est nulle et non avenue. »

(Congrès — Doc 146/Add 7/Rev)

## XV

*Au nom du Guatemala :*

« Le Guatemala réserve ses droits inaliénables sur le territoire de Belice. »

(Congrès — Doc 146/Add 8)

## XVI

*Au nom de la République du Viêt-Nam :*

« La délégation du Viêt-Nam réaffirme ses déclarations des 29 octobre et 5 novembre 1969 selon lesquelles toutes contestations au sujet de sa représentation au XVI<sup>e</sup> Congrès sont considérées comme nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 146/Add 9)

## XVII

*Au nom d'Israël :*

« La délégation d'Israël au XVI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle rejette toutes déclarations ou réserves faites par certains Pays-membres de l'Union soit au XV<sup>e</sup> Congrès, à Vienne 1964, soit au XVI<sup>e</sup> Congrès, à Tokyo, comme incompatibles avec la position de l'Etat d'Israël en tant que membre de l'ONU et de l'UPU. Elle les considère comme illégales et en conséquence comme nulles et non avenues. »

(Congrès — Doc 146/Add 10)

## XVIII

*Au nom du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord :*

« Le Gouvernement du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord n'a aucun doute quant à la souveraineté de Sa Majesté sur le Honduras britannique et n'accepte pas la réserve du Guatemala qui prétend contester cette souveraineté. »

(Congrès — Doc 146/Add 11)

## XIX

*Au nom de la République de Corée :*

« La délégation coréenne tient à rappeler que l'Organisation des Nations Unies par la résolution 195 (III) adoptée par l'Assemblée générale à sa



troisième session, le 12 décembre 1948, a reconnu le Gouvernement de la République de Corée comme le seul Gouvernement légitime dans l'ensemble du territoire de la Corée.

La délégation coréenne déclare fermement qu'elle représente valablement l'ensemble du peuple coréen et ses intérêts au sein de l'Union postale universelle, et que toute réserve qui pourrait être faite par certains membres de l'Union quant à la représentation par la délégation coréenne va à l'encontre de la résolution précitée de l'Assemblée générale des Nations Unies et doit par conséquent être considérée comme nulle et non avenue. »

(Congrès — Doc 146/Add 12)

## XX

*Au nom de la République Orientale de l'Uruguay :*

« La délégation de l'Uruguay au XVI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle désire laisser acte de sa protestation contre l'annulation, par une interprétation arbitraire du paragraphe 4 de l'article 23 du Règlement intérieur du Congrès, en séance plénière du 13 novembre 1969, de la votation du 12 novembre, concernant les demandes de déclassement présentées par divers Pays-membres de l'Union postale universelle, ce qui, à son point de vue, prive de toute valeur légale la résolution adoptée ensuite par le Congrès sur ce sujet.

A cette même occasion, la délégation de l'Uruguay réserve le droit du Gouvernement de la République Orientale de l'Uruguay d'agir de la manière qu'il estimera la plus convenable. »

(Congrès — Doc 146/Add 13)

## XXI

*Au nom de la délégation allemande :*

« Les déclarations figurant aux Congrès — Doc 146/Add 1, sous V, 146/Add 2, 146/Add 6 et 146/Add 7, sous XI, impliquent qu'il existe un gouvernement autre que le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne, qui serait autorisé à parler, dans les affaires internationales, au nom du peuple allemand. Tel n'est pas le cas. Le Gouvernement de la République fédérale d'Allemagne est le seul Gouvernement allemand issu d'élections libres et légales. Il est, par conséquent, seul autorisé à parler au nom de l'Allemagne comme représentant du peuple allemand dans les affaires internationales.

La soi-disant République démocratique allemande n'est pas membre de l'Union postale universelle et, en conséquence, n'a pu adhérer ni aux Actes du Congrès postal universel d'Ottawa ni à ceux du Congrès de Vienne 1964.

Par ailleurs, le présent Congrès de Tokyo ayant décidé à sa séance plénière du 10 novembre 1969 que les questions relatives à la dénomination de l'Allemagne ne doivent plus être discutées, la délégation allemande s'abstient de fournir des déclarations ultérieures à ce sujet. »

(Congrès — Doc 146/Add 14)

## XXII

*Au nom de la délégation du Népal :*

« La délégation du Népal au XVI<sup>e</sup> Congrès de l'Union postale universelle tient à faire valoir et à réitérer que la non-représentation des droits légitimes de la République de Chine au sein de cette auguste assemblée est incompatible avec les objectifs d'universalité que l'on reconnaît à l'UPU. Cette lacune mérite d'être comblée par une représentation juste et appropriée d'un territoire d'une telle immensité.

La délégation du Népal croit fermement que seule la République Populaire de Chine a le droit légitime de défendre la cause de la Chine. »

(Congrès — Doc 146/Add 15)

## XXIII

*Au nom de la délégation de Costa-Rica :*

« La délégation de Costa-Rica  
*considérant*

- qu'aucune vérification des présences des délégations autorisées à voter n'a été faite immédiatement avant le vote du 12 novembre 1969 sur le problème du classement des Pays en vue de leur contribution aux dépenses de l'Union;
- qu'une motion d'ordre qu'elle désirait déposer à ce sujet n'a pu être présentée, le Président lui ayant refusé de prendre la parole;
- qu'en conséquence le chiffre de 8 bulletins blancs ou nuls mis en considération pour faire application des dispositions de l'article 23, § 4, du Règlement intérieur du Congrès est arbitraire, du fait qu'il ne repose sur aucun contrôle précis,

*pour ces motifs*

- elle estime que le second vote réalisé le 13 novembre 1969 sur le même problème est illégal;
- elle réserve les droits de son Pays au sujet de la décision prise le 13 novembre 1969 sur un problème qu'elle considérait, de même que de nombreuses autres délégations, comme définitivement résolu après le vote du 12 novembre 1969;
- et elle laisse à son Gouvernement la faculté d'adopter, sur la question qui la préoccupe, la position qu'il estimera la plus opportune. »

(Congrès — Doc 146/Add 16)

**ADDITIONAL PROTOCOL  
TO THE  
CONSTITUTION OF THE  
UNIVERSAL POSTAL UNION**

**CONTENTS**

<b>Art.</b>		
I.	(art. 8 amended)	Restricted Unions. Special Agreements
II.	(art. 11 amended)	Accession or admission to the Union. Procedure
III.	(art. 13 amended)	The Union's bodies
IV.	(art. 18 amended)	Consultative Council for Postal Studies
V.	(art. 21 amended)	Expenditure of the Union. Contributions of Member Countries
VI.	(art. 26 amended)	Notification of ratifications and other forms of approval of the Acts of the Union
VII.		Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union
VIII.		Entry into force of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union

## ADDITIONAL PROTOCOL TO THE CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION<sup>1</sup>

The Plenipotentiaries of the Governments of the Member Countries of the Universal Postal Union, met in Congress at Tokyo, in view of Article 30, § 2, of the Constitution of the Universal Postal Union concluded at Vienna on 10 July 1964 have adopted, subject to ratification, the following amendments to that Constitution.

### Article I

(Article 8 amended)

#### Restricted Unions. Special Agreements

1. Member Countries or their postal administrations, if the legislation of those countries so permits, may establish Restricted Unions and make Special Agreements concerning the international postal service, provided always that they do not introduce provisions less favourable to the public than those provided for by the Acts to which the member countries concerned are parties.

2. Restricted Unions may send observers to Congresses, Conferences and meetings of the Union, to the Executive Council and to the Consultative Council for Postal Studies.

3. The Union may send observers to Congresses, Conferences and meetings of Restricted Unions.

### Article II

(Article 11 amended)

#### Accession or admission to the Union. Procedure

1. Any member of the United Nations may accede to the Union.

2. Any sovereign country which is not a member of the United Nations may apply for admission as a member country of the Union.

3. Accession or application for admission to the Union shall entail a formal declaration of accession to the Constitution and to the compulsory Acts of the Union. It shall be addressed through diplomatic channels to the Government of the Swiss Confederation, which shall notify the accession or consult the member countries on the application for admission, as the case may be.

4. A country which is not a member of the United Nations shall be deemed to be admitted as a member country if its application is approved by at least two-thirds of the member countries of the Union. Member countries which have not replied within a period of four months shall be considered to have abstained.

<sup>1</sup> The Constitution of the Universal Postal Union was drawn up by the 1964 Vienna Congress (see Treaty Series No. 70 (1966), Cmnd. 3141).

5. Accession or admission to membership shall be notified by the Government of the Swiss Confederation to the Governments of member countries. It shall take effect from the date of such notification.

### **Article III**

**(Article 13 amended)**

#### **The Union's bodies**

1. The Union's bodies shall be Congress, Administrative Conferences, the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies, Special Committees and the International Bureau.

2. The Union's permanent bodies shall be the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and the International Bureau.

### **Article IV**

**(Article 18 amended)**

#### **Consultative Council for Postal Studies**

The Consultative Council for Postal Studies (CCPS) shall carry out studies and give opinions on technical, operational and economic questions concerning the postal service.

### **Article V**

**(Article 21 amended)**

#### **Expenditure of the Union. Contributions of Member Countries**

1. Each Congress shall fix the maximum amount which:

- (a) the expenditure of the Union may reach annually;
- (b) the expenditure relating to the organization of the next Congress may reach.

2. The maximum amount for expenditure referred to in § 1 may be exceeded if circumstances so require, provided that the relevant provisions of the General Regulations are observed.

3. The expenses of the Union, including where applicable the expenditure envisaged in § 2, shall be jointly borne by the member countries of the Union. For this purpose, each member country shall be classed by Congress in one of the contribution classes, the number of which shall be determined by the General Regulations.

4. In the case of accession or admission to the Union under Article 11, the Government of the Swiss Confederation shall fix, by agreement with the Government of the country concerned, the contribution class into which the latter country is to be placed for the purpose of apportioning the expenses of the Union.

### **Article VI**

**(Article 26 amended)**

#### **Notification of ratifications and other forms of approval of the Acts of the Union**

The instruments of ratification of the Constitution and, where appropriate, of approval of the other Acts of the Union shall be deposited as soon as possible with the Government of the Swiss Confederation which shall notify the member countries of these deposits.

### **Article VII**

#### **Accession to the Additional Protocol and to the other Acts of the Union**

1. Member countries which have not signed the present Protocol may accede to it at any time.
2. Member countries which are party to the Acts renewed by Congress but which have not signed them, shall accede thereto as soon as possible.
3. Instruments of accession relative to the cases set forth in §§ 1 and 2 shall be sent through diplomatic channels to the Government of the country in which the seat of the Union is situated, which shall notify the member countries of these deposits.

### **Article VIII**

#### **Entry into force of the Additional Protocol to the Constitution of the Universal Postal Union**

This Additional Protocol shall come into force on 1 July 1971, with the exception of Article V which shall come into force on 1 January 1971, and shall remain in force for an indefinite period.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the member countries have drawn up this Additional Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the

Constitution itself and they have signed it in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

*Signatures*

*(The same countries as at pages 9 to 27)*

*[For ratifications etc. see page 119]*

## DECLARATIONS MADE ON SIGNATURE OF THE ACTS

### I\*

*On behalf of Pakistan:*

“The Government of Pakistan does not recognize the so-called State of Israel. Consequently the delegation of Pakistan to the present Congress declares that its signature of the Constitution, the Convention and the Agreements of the Universal Postal Union (Congress of Tokyo 1969), as well as possible ratification of these Acts by its Government, are not valid vis-à-vis the member shown under the name of Israel and in no way indicate recognition of that country by Pakistan.”

(Congress – Doc 146)

### II\*

*On behalf of Pakistan:*

“The delegation of Pakistan does not recognize the credentials presented by the so-called Republic of China, which claims to represent China at Congress. Pakistan maintains that the Government of the People’s Republic of China is the only authority having the right to represent the Chinese people in the United Nations and its specialized agencies, as well as in the world.

For the foregoing reasons, the delegation of Pakistan considers as null and void the signature of the Constitution and all the other Acts of the Union by the so-called Republic of China at the present Congress.”

(Congress – Doc 146)

### III

*On behalf of the Democratic and Popular Republic of Algeria, the Republic of Iraq, the Hashemite Kingdom of Jordan, Kuwait, the Lebanese Republic, the Kingdom of Morocco, Qatar, the Kingdom of Saudi Arabia, the People’s Republic of Southern Yemen, the Democratic Republic of the Sudan, the Syrian Arab Republic, the Republic of Tunisia, the United Arab Republic, the Yemen Arab Republic:*

“The above-mentioned delegations confirm their declaration No. IX made at the 1964 Vienna Congress and affirm its legal and practical effects.”

(Congress – Doc 146/Add 1)

\* On ratification the Government of Pakistan confirmed these declarations.



## IV

*On behalf of the Democratic and Popular Republic of Algeria, the Republic of Iraq, the People's Republic of Southern Yemen, the Democratic Republic of the Sudan, the Syrian Arab Republic, the United Arab Republic, the Yemen Arab Republic:*

“The above-mentioned delegations confirm their unchanging position with respect to the obligation of Congress to recognize the right of all sovereign countries—such as the People's Republic of China, the People's Democratic Republic of Korea, the People's Democratic Republic of Vietnam—to accede to the Universal Postal Union. No legal entity other than the government of the said countries may arrogate to itself the right to represent them.”

(Congress – Doc 146/Add 1)

## V

*On behalf of the Republic of Iraq, the People's Republic of Southern Yemen, the Democratic Republic of the Sudan, the Syrian Arab Republic, the United Arab Republic:*

“The above-mentioned delegations confirm their unchanging position with respect to the obligation of Congress to recognize the right of the German Democratic Republic to accede to the Universal Postal Union. No legal entity other than the Government of the German Democratic Republic may arrogate to itself the right to represent that country.”

(Congress – Doc 146/Add 1)

## VI

*On behalf of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia:*

“On the basis of the fact that the German delegation holds credentials from the Federal Republic of Germany, the Yugoslav delegation considers that the said delegation can represent only the Government exercising jurisdiction over the territory of the State whose credentials it holds, i.e. the Federal Republic of Germany. The Yugoslav delegation also considers that the Acts of the Tokyo Congress can be signed on behalf of the German Democratic Republic only by the delegation holding credentials delivered by the Government of the German Democratic Republic, which alone is entitled to represent its territory and its State.”

(Congress – Doc 146/Add 2)

## VII

*On behalf of the Socialist Federal Republic of Yugoslavia:*

“The Yugoslav delegation does not recognize the right of the Chinese delegation to represent China at the Congress nor to sign the Acts in its name, because only the Government of the People’s Republic of China can authorize its delegation to represent it and sign the Acts of the Tokyo Congress.

Likewise, the Yugoslav delegation does not recognize the right of the delegation of South Korea nor that of the delegation of South Vietnam to represent the whole of Korea or the whole of Vietnam.”

(Congress – Doc 146/Add 3)

## VIII

*On behalf of China:*

“The delegation of the Republic of China to the 16th Congress of the Universal Postal Union wishes to reiterate that the said delegation is the only legitimate representation of China and is recognized as such by the said Congress.

All the statements or reservations which have been made or may be made by certain member countries of the Union and which are incompatible with the position of the delegation of the Republic of China as given above, are illegal and therefore null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 4)

## IX

*On behalf of the Soviet Socialist Republic of Byelorussia, the People’s Republic of Bulgaria, the Republic of Cuba, the Czechoslovak Socialist Republic, the Hungarian People’s Republic, the People’s Republic of Mongolia, The People’s Republic of Poland, the Soviet Socialist Republic of the Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics:*

“The above-mentioned delegations declare as follows on signature of the Acts of the 16th UPU Congress:

- (a) The regime of Saigon cannot represent South Vietnam and act on behalf of the whole of Vietnam.  
The true representative of South Vietnam is the provisional revolutionary government of the Republic of South Vietnam which is largely recognized in the international sphere since its constitution.
- (b) The authorities of Taiwan do not represent the Chinese people and cannot speak and sign the Acts on behalf of China.
- (c) The authorities of South Korea do not represent the people of Korea and can on no account speak and sign the UPU Acts on behalf of Korea.”

(Congress – Doc 146/Add 5)

## X

*On behalf of the Soviet Socialist Republic of Byelorussia, the People's Republic of Bulgaria, the Republic of Cuba, the Czechoslovak Socialist Republic, the Hungarian People's Republic, the People's Republic of Mongolia, the People's Republic of Poland, the Soviet Socialist Republic of the Ukraine and the Union of Soviet Socialist Republics.*

"The above-mentioned delegations submit, at the time of signing the Acts of the 16th Congress of the UPU, the following statement:

On the territory of the old Reich, have been formed since a long time and still exist two independent sovereign states: the German Democratic Republic and the Federal Republic of Germany and the independent political entity—West Berlin.

The two states GDR and GFR recognized by all, participate independently in international organizations and in agreements thereby discharging their respective rights and obligations.

The German Democratic Republic has acceded to the Constitution and to other Acts of the UPU, signed on 10 July 1964 at Vienna, and as a member of the UPU, participates in the international postal traffic in accordance with the rights and obligations arising from these acts.

The rights and obligations of the German Federal Republic in the sphere of international postal traffic, are, as a member of the UPU, valid only as regards the territory which is under the jurisdiction of the GFR.

The use of the denomination 'Germany' by the delegation of the German Federal Republic at the time of signing the UPU Acts is illegal and contrary to the norms recognized by international law, as well as to the practice followed at the time of preparing the Agreements and, consequently, cannot have any legal consequence.

This fact is merely proof of the pretensions of the GFR to the sole representation of all Germans and has a revengeful character directed to changing the existing situation in Europe.

The Union should not encourage such aspirations by using the name 'Germany' in its Acts, instead of the German Federal Republic."

(Congress — Doc 146/Add 6)

## XI

*On behalf of the Socialist Republic of Romania:*

"The so-called State of 'Germany' has long been non-existent as a subject of international law. Two sovereign States—the German Democratic Republic and the

Federal Republic of Germany—as well as West Berlin, which constitutes an independent political entity, have been formed and continue to exist in the territory of the former German Reich.

The two German States, with world-wide recognition, participate independently in international organizations and agreements and exercise their respective rights and obligations in that connection.

The German Democratic Republic acceded to the Constitution and other Acts of the UPU signed on 10 July 1964 at Vienna and, as a member of the UPU, participates in international postal traffic in accordance with the rights and obligations arising from those Acts.

For the above reasons, the signature of the Final Acts by the delegation of the Federal Republic of Germany to this Congress can be valid only with respect to the territory under the jurisdiction of the Federal Republic of Germany.”

(Congress – Doc 146/Add 7/Rev)

## XII

*On behalf of the Socialist Republic of Romania:*

“The authorities of Taiwan do not represent the Chinese people and cannot speak and sign the Acts of Congress on behalf of China.

The only authority entitled to represent the Chinese people before the United Nations and its specialized agencies, and elsewhere in the world, is the Government of the People’s Republic of China.

For that reason, the signature of the Final Acts of Congress by the representatives of the authorities of Taiwan is null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 7/Rev)

## XIII

*On behalf of the Socialist Republic of Romania:*

“The authorities of South Korea do not represent the Korean people and can under no circumstances sign the Acts of the UPU on behalf of Korea.

Consequently, the signature of the Final Acts of Congress by the representatives of the authorities of South Korea is null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 7/Rev)

## XIV

*On behalf of the Socialist Republic of Romania:*

“The Saigon regime cannot represent South Vietnam and, even less, act on behalf of the whole of Vietnam.

The true representatives of the Vietnamese people, who are widely recognized in the world at large, are the Government of the Democratic People’s Republic of Vietnam and the provisional revolutionary Government of the Republic of South Vietnam.

Hence, the signature of the Constitution and all the other Acts of the Universal Postal Union by the representative of the Saigon regime at the present Congress is null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 7/Rev)

## XV

*On behalf of Guatemala:*

“Guatemala reserves its inalienable rights in respect of the territory of Belize.”

(Congress – Doc 146/Add 8)

## XVI

*On behalf of the Republic of Vietnam:*

“The delegation of Vietnam reaffirms its declarations of 29 October and 5 November 1969, to the effect that all objections to its representation at the 16th Congress are considered null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 9)

## XVII

*On behalf of Israel:*

“The delegation of Israel to the 16th Congress of the Universal Postal Union rejects all declarations or reservations made by certain member countries of the Union either at the 15th Congress, Vienna 1964, or at the 16th Congress in Tokyo, as being incompatible with the position of the State of Israel as a member of the UN and of the UPU. It considers them illegal and therefore null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 10)

## XVIII

*On behalf of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland:*

“The Government of the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland has no doubt as to the sovereignty of Her Majesty over British Honduras, and does not accept the reservation of Guatemala claiming to contest that sovereignty.”

(Congress – Doc 146/Add 11)

## XIX

*On behalf of the Republic of Korea:*

“The Korean Delegation wishes to recall that the United Nations by the Resolution 195 (III) adopted at its third session of the General Assembly on 12 December 1948, recognized the Government of the Republic of Korea as the only lawful Government in the whole territory of Korea.

The Korean Delegation firmly declares that it duly represents the Korean people as a whole and their interests in the Universal Postal Union, and that any reservation which might be raised by certain members of the Union in connection with the representation of the Korean Delegation is contradictory to the above-mentioned resolution of the United Nations General Assembly and therefore is considered as null and void.”

(Congress – Doc 146/Add 12)

## XX

*On behalf of the Eastern Republic of Uruguay:*

“The Delegation of Uruguay to the 16th Congress of the Universal Postal Union wishes to give notice of its protest against the annulment, in plenary meeting on 13 November 1969, by an arbitrary interpretation of Article 23, paragraph 4, of the Rules of Procedure of Congress, of the vote on 12 November regarding the requests for change of contribution class submitted by some member countries of the Universal Postal Union which, in its opinion, deprives the resolution subsequently adopted by Congress on that subject of all legal validity.

On this same occasion, the Delegation of Uruguay reserves the right of the Government of the Eastern Republic of Uruguay to act as it sees fit.”

(Congress – Doc 146/Add 13)

## XXI

*On behalf of the German Delegation:*

“The declarations appearing in Congress—Doc 146/Add 1, under V, 146/Add 2, 146/Add 6 and 146/Add 7, under XI, imply that a government exists, other than the Government of the Federal Republic of Germany, which would be authorized to speak, in international affairs, on behalf of the German people. Such is not the case. The Government of the Federal Republic of Germany is the only German Government which is the product of free and legal elections. Consequently, it alone is authorized to speak on behalf of Germany as the representative of the German people in international affairs.

The self-styled German Democratic Republic is not a member of the Universal Postal Union and consequently was unable to accede either to the Acts of the Universal Postal Congress of Ottawa or to those of the Vienna Congress of 1964.

Moreover, as the present Tokyo Congress decided at its plenary meeting of 10 November 1969 that questions relating to the nomenclature of Germany must not be further discussed, the German delegation refrains from making any further declarations on this subject.”

(Congress – Doc 146/Add 14)

## XXII

*On behalf of the delegation of Nepal:*

“The delegation of Nepal to the 16th Congress of the Universal Postal Union wishes to place on record and reiterate that the non-representation of the legitimate rights of the People’s Republic of China within this august body is incompatible with the avowed objectives of universality of the UPU. This vacuum deserves to be duly filled up through fitting and proper representation of such a huge land mass.

The delegation of Nepal firmly believes that none other than the People’s Republic of China have a justifiable right to espouse the cause of China.”

(Congress – Doc 146/Add 15)

## XXIII

*On behalf of the delegation of Costa Rica:*

“The delegation of Costa Rica:

*Considering*

that the presence of the delegations authorized to vote was not verified immediately before the vote of 12 November 1969 on the classification of

countries for their contribution to the expenses of the Union;  
that a point of order which it desired to raise on the subject could not be presented, as the chairman refused it the floor;  
that in consequence the figure of eight blank or null and void voting papers put forward pursuant to the provisions of Article 23, § 4, of the Congress Rules of Procedure is arbitrary, since it does not rest on any accurate check;

*for these reasons*

considers that the second vote taken on 13 November 1969 on the same subject is illegal;  
reserves its country's rights on the decision taken on 13 November 1969 on a question which, like many other delegations, it considered definitely settled after the vote of 12 November 1969;  
and leaves its Government free to adopt whatever policy it considers most opportune in this matter."

(Congress – Doc 146/Add 16)

*[For further declarations see page 121]*



# RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

---

---

## TABLE DES MATIÈRES

### CHAPITRE I

#### FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE L'UNION

Art.

101. Organisation et réunion des Congrès, Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales
102. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif
103. Documentation sur les activités du Conseil exécutif
104. Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales
105. Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales
106. Règlement intérieur des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales
107. Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service

### CHAPITRE II

#### BUREAU INTERNATIONAL

108. Liste des Pays-membres
109. Fonctions et pouvoirs du Directeur général du Bureau international
110. Préparation des travaux des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales
111. Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes
112. Coopération technique
113. Formules fournies par le Bureau international
114. Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux
115. Revue de l'Union
116. Rapport annuel sur les activités de l'Union

### CHAPITRE III

#### PROCÉDURE D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN DES PROPOSITIONS

117. Procédure de présentation des propositions au Congrès
118. Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès
119. Examen des propositions entre deux Congrès
120. Notification des décisions adoptées entre deux Congrès
121. Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès.

**CHAPITRE IV  
FINANCES**

Art.

- 122. Fixation et règlement des dépenses de l'Union
- 123. Classes de contribution
- 124. Paiement des fournitures du Bureau international

**CHAPITRE V  
ARBITRAGES**

- 125. Procédure d'arbitrage

**CHAPITRE VI  
DISPOSITIONS FINALES**

- 126. Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général
- 127. Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies
- 128. Mise à exécution et durée du Règlement général

**PROTOCOLE FINAL DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION  
POSTALE UNIVERSELLE**

Art.

- I. Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales
- II. Dépenses de l'Union

**Annexe**

Règlement intérieur des Congrès

# RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE

Les soussignés, Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres de l'Union, vu l'article 22, § 2, de la Constitution de l'Union postale universelle conclue à Vienne le 10 juillet 1964, ont, d'un commun accord, et sous réserve de l'article 25, § 3, de ladite Constitution, arrêté dans le présent Règlement général, les dispositions suivantes assurant l'application de la Constitution et le fonctionnement de l'Union.

## CHAPITRE I

### FONCTIONNEMENT DES ORGANES DE L'UNION

#### Article 101

##### **Organisation et réunion des Congrès, Congrès extraordinaires, Conférences administratives et Commissions spéciales**

1. Les représentants des Pays-membres se réunissent en Congrès au plus tard cinq ans après la date de mise à exécution des Actes du Congrès précédent.

2. Chaque Pays-membre se fait représenter au Congrès par un ou plusieurs plénipotentiaires munis, par leur Gouvernement, des pouvoirs nécessaires. Il peut, au besoin, se faire représenter par la délégation d'un autre Pays-membre. Toutefois, il est entendu qu'une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays-membre autre que le sien.

3. Dans les délibérations, chaque Pays-membre dispose d'une voix.

4. En principe, chaque Congrès désigne le Pays dans lequel le Congrès suivant doit avoir lieu. Si cette désignation se révèle inapplicable ou inopérante, il appartient au Conseil exécutif de désigner le Pays où le Congrès tiendra ses assises, après entente avec ce dernier Pays.

5. Après entente avec le Bureau international, le Gouvernement invitant fixe la date définitive et le lieu exact du Congrès. Un an, en principe, avant cette date; le Gouvernement invitant envoie une invitation au Gouvernement de chaque Pays-membre. Cette invitation peut être adressée soit directement, soit par l'intermédiaire d'un autre Gouvernement, soit par l'entremise du Directeur général du Bureau international. Le Gouvernement invitant est également chargé de la notification à tous les Gouvernements des Pays-membres des décisions prises par le Congrès.

6. Lorsqu'un Congrès doit être réuni sans qu'il y ait un Gouvernement invitant, le Bureau international, avec l'accord du Conseil exécutif et après

entente avec le Gouvernement de la Confédération Suisse, prend les dispositions nécessaires pour convoquer et organiser le Congrès dans le Pays-siège de l'Union. Dans ce cas, le Bureau international exerce les fonctions du Gouvernement invitant.

7. Le lieu de réunion d'un Congrès extraordinaire est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Pays-membres ayant pris l'initiative de ce Congrès.

8. Les §§ 2 à 6 sont applicables par analogie aux Congrès extraordinaires.

9. Le lieu de réunion d'une Conférence administrative est fixé, après entente avec le Bureau international, par les Administrations postales ayant pris l'initiative de la Conférence. Les convocations sont adressées par l'Administration postale du Pays-siège de la Conférence.

10. Les Commissions spéciales sont convoquées par le Bureau international après entente, le cas échéant, avec l'Administration postale du Pays-membre où ces Commissions spéciales doivent se réunir.

## Article 102

### Composition, fonctionnement et réunions du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif se compose de trente et un membres qui exercent leurs fonctions durant la période qui sépare deux Congrès successifs.

2. Les membres du Conseil exécutif sont désignés par le Congrès sur la base d'une répartition géographique équitable. La moitié au moins des membres est renouvelée à l'occasion de chaque Congrès; aucun Pays-membre ne peut être choisi successivement par trois Congrès.

3. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif est désigné par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.

4. Les fonctions de membre du Conseil exécutif sont gratuites. Les frais de fonctionnement de ce Conseil sont à la charge de l'Union.

5. Le Conseil exécutif coordonne et supervise toutes les activités de l'Union avec les attributions suivantes:

- (a) maintenir les contacts les plus étroits avec les Administrations postales des Pays-membres en vue de perfectionner le service postal international;
- (b) favoriser, coordonner et superviser toutes les formes d'assistance technique postale dans le cadre de la coopération technique internationale;

- (c) étudier les problèmes d'ordre administratif, législatif et juridique intéressant le service postal international et communiquer le résultat de ces études aux Administrations postales;
- (d) désigner le Pays-siège du prochain Congrès dans le cas prévu à l'article 101, § 4;
- (e) soumettre des sujets d'étude à l'examen du Conseil consultatif des études postales, conformément à l'article 104, § 8, lettre (f);
- (f) examiner le rapport annuel établi par le Conseil consultatif des études postales et, le cas échéant, les propositions soumises par ce dernier;
- (g) prendre les contacts utiles avec l'Organisation des Nations Unies, les conseils et les commissions de cette organisation ainsi qu'avec les institutions spécialisées et autres organismes internationaux pour les études et la préparation des rapports à soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres. Envoyer, le cas échéant des représentants de l'Union pour participer en son nom aux séances de ces organismes internationaux. Désigner, en temps utile, les organisations internationales intergouvernementales qui doivent être invitées à se faire représenter à un Congrès et charger le Directeur général du Bureau international d'envoyer les invitations nécessaires;
- (h) formuler, s'il y a lieu, des propositions qui seront soumises à l'approbation soit des Administrations postales des Pays-membres selon les articles 31, § 1, de la Constitution, et 119 du présent Règlement, soit du Congrès lorsque ces propositions concernent des études confiées par le Congrès au Conseil exécutif ou qu'elles résultent des activités du Conseil exécutif lui-même définies par le présent article;
- (i) examiner, à la demande de l'Administration postale d'un Pays-membre, toute proposition que cette Administration transmet au Bureau international selon l'article 118, en préparer les commentaires et charger le Bureau d'annexer ces derniers à ladite proposition avant de la soumettre à l'approbation des Administrations postales des Pays-membres;
- (j) dans le cadre du Règlement général:
  - 1° assurer le contrôle de l'activité du Bureau international dont il nomme, le cas échéant et sur propositions du Gouvernement de la Confédération Suisse, le Directeur général;
  - 2° examiner le budget annuel de l'Union;
  - 3° approuver, sur proposition du Directeur général du Bureau international, les nominations du personnel hors classe et des agents des 1<sup>re</sup>, 2<sup>e</sup> et 3<sup>e</sup> classes de traitement, après examen des titres de compétence professionnelle des candidats recommandés par les Administrations postales des Pays-membres dont ils ont la nationalité, en tenant compte d'une équitable répartition géographique continentale et des langues ainsi que de toutes autres considérations y relatives, tout en respectant le régime intérieur de promotions du Bureau;
  - 4° approuver le rapport annuel établi par le Bureau international sur les activités de l'Union et présenter, s'il y a lieu, des commentaires à son sujet;
  - 5° recommander à l'Autorité de surveillance, si les circonstances l'exigent, d'autoriser le dépassement du plafond des dépenses.

6. Pour nommer le Directeur général et approuver les nominations du personnel hors classe, le Conseil exécutif tient compte de ce qu'en principe les personnes qui occupent ces postes doivent être des ressortissants de différents Pays-membres de l'Union.

7. Dans sa première réunion, qui est convoquée par le Président du dernier Congrès, le Conseil exécutif élit, parmi ses membres, un Président et quatre Vice-Présidents et arrête son Règlement intérieur. Le Directeur général du Bureau international exerce les fonctions de Secrétaire général du Conseil exécutif et prend part aux débats sans droit de vote.

8. Sur convocation de son Président, le Conseil exécutif se réunit, en principe une fois par an, au siège de l'Union. Le secrétariat du Conseil exécutif est assumé par le Bureau international. Ce dernier prépare les travaux du Conseil exécutif et adresse tous les documents publiés avant chaque session aux Administrations postales des membres du Conseil exécutif, aux Unions restreintes qu'aux autres Administrations postales des Pays-membres qui en font la demande.

9. Le représentant de chacun des membres du Conseil exécutif participant aux sessions de cet organe, à l'exception des réunions qui ont lieu pendant le Congrès, a droit au remboursement du prix d'un billet de voyage aller et retour en 1<sup>re</sup> classe, par air, par mer ou par terre.

10. L'Administration postale du Pays où le Conseil exécutif se réunit est invitée à participer aux réunions en qualité d'observateur, si ce Pays n'est pas membre du Conseil exécutif.

11. Le Conseil exécutif peut inviter à ses réunions, sans droit de vote, tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux. Il peut également inviter dans les mêmes conditions une ou plusieurs Administrations postales des Pays-membres intéressées à des questions prévues à son ordre du jour.

### Article 103

#### Documentation sur les activités du Conseil exécutif

1. Le Conseil exécutif adresse aux Administrations postales des Pays-membres de l'Union et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session :

- (a) un compte rendu analytique;
- (b) les « Documents du Conseil exécutif » contenant les rapports, les délibérations, le compte rendu analytique ainsi que les résolutions et décisions.

2. Le Conseil exécutif fait au Congrès un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

**Article 104****Composition, fonctionnement et réunions du Conseil consultatif des études postales**

1. Le Conseil consultatif des études postales se compose de trente membres élus par le Congrès. La durée du mandat du Conseil consultatif correspond à l'intervalle entre deux Congrès.
2. Le représentant de chacun des membres du Conseil consultatif est désignée par l'Administration postale de son pays. Ce représentant doit être un fonctionnaire qualifié de l'Administration postale.
3. Les frais de fonctionnement du Conseil consultatif sont à la charge de l'Union. Ses membres ne reçoivent aucune rémunération. Les frais de voyage et de séjour des représentants des Administrations participant au Conseil sont à la charge de celles-ci.
4. A sa première réunion, qui est convoquée et ouverte par le Président du Congrès, le Conseil consultatif choisit, parmi ses membres, un Président et des Vice-Présidents. Le Directeur général du Bureau international exerce les fonctions de Secrétaire général du Conseil consultatif et prend part aux débats sans droit de vote. Il peut également se faire représenter.
5. Le Conseil consultatif arrête son Règlement intérieur.
6. En principe, le Conseil consultatif se réunit tous les ans au siège de l'Union. La date et le lieu de la réunion sont fixés par son Président, après accord avec le Président du Conseil exécutif et le Directeur général du Bureau international.
7. Le Président et les Vice-Présidents du Conseil consultatif forment le Comité directeur. Ce Comité prépare et dirige les travaux de chaque session du Conseil consultatif et assume toutes les tâches que ce dernier décide de lui confier.
8. Les attributions du Conseil consultatif sont les suivantes:
  - (a) organiser l'étude des problèmes techniques, d'exploitation, économiques et de coopération technique les plus importants qui présentent de l'intérêt pour les Administrations postales de tous les Pays-membres de l'Union et élaborer des informations et des avis à leur sujet;
  - (b) procéder à l'étude des problèmes d'enseignement et de formation professionnelle intéressant les pays nouveaux et en voie de développement;
  - (c) prendre les mesures nécessaires en vue d'étudier et de diffuser les expériences et les progrès faits par certains Pays dans les domaines de la technique, de l'exploitation, de l'économie et de la formation professionnelle intéressant les services postaux;
  - (d) étudier la situation actuelle et les besoins des services postaux dans les pays nouveaux et en voie de développement et élaborer des recom-

mandations convenables sur les voies et les moyens d'améliorer les services postaux dans ces pays;

- (e) prendre, après entente avec le Conseil exécutif, les mesures appropriées dans le domaine de la coopération technique avec tous les Pays-membres de l'Union, en particulier avec les pays nouveaux et en voie de développement;
- (f) examiner toutes autres questions qui lui sont soumises par un membre du Conseil consultatif, par le Conseil exécutif ou par toute autre Administration d'un Pays-membre.

9. Les membres du Conseil consultatif participent effectivement à ses activités. Les Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif peuvent, sur leur demande, collaborer aux études entreprises.

10. Le Conseil consultatif formule, s'il y a lieu, des propositions à l'intention du Congrès découlant directement de ses activités définies par le présent article. Ces propositions sont soumises par le Conseil consultatif lui-même, après entente avec le Conseil exécutif lorsqu'il s'agit de questions relevant de la compétence de celui-ci.

11. Le Conseil consultatif établit à sa session précédant le Congrès le projet de programme de travail du prochain Conseil à soumettre au Congrès, compte tenu des demandes des Pays-membres de l'Union ainsi que du Conseil exécutif.

12. Le Conseil consultatif peut inviter à ses réunions sans droit de vote:
- (a) tout organisme international ou toute personne qualifiée qu'il désire associer à ses travaux;
  - (b) des Administrations postales de Pays-membres n'appartenant pas au Conseil consultatif.

13. Le secrétariat du Conseil consultatif est assuré par le Bureau international. Ce dernier prépare, conformément aux directives du Comité directeur, les travaux du Conseil consultatif et adresse tous les documents publiés avant chaque session aux Administrations des membres du Conseil consultatif, aux Administrations postales des Pays qui, sans être membres du Conseil consultatif, collaborent aux études entreprises, ainsi qu'aux Unions restreintes et aux Administrations des autres Pays-membres qui en font la demande.

## Article 105

### Documentation sur les activités du Conseil consultatif des études postales

1. Le Conseil consultatif des études postales adresse aux Administrations postales des Pays-membres et aux Unions restreintes, pour information, après chaque session:

- (a) un compte rendu analytique;
- (b) les « Documents du Conseil consultatif des études postales » contenant les rapports, les délibérations et le compte rendu analytique.



2. Le Conseil consultatif établi, à l'intention du Conseil exécutif, un rapport annuel sur ses activités.

3. Le Conseil consultatif établi, à l'intention du Congrès, un rapport sur l'ensemble de son activité et le transmet aux Administrations postales des Pays-membres au moins deux mois avant l'ouverture du Congrès.

### **Article 106**

#### **Règlement intérieur des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales**

1. Pour l'organisation de ses travaux et la conduite de ses délibérations, le Congrès applique le Règlement intérieur des Congrès qui est annexé au présent Règlement général.

2. Chaque Congrès peut compléter ou modifier ce Règlement dans les conditions fixées au Règlement intérieur lui-même.

3. Chaque Conférence administrative et chaque Commission spéciale arrête son Règlement intérieur. Jusqu'à l'adoption de ce Règlement, les dispositions du Règlement intérieur des Congrès annexé au présent Règlement général sont applicables en tant qu'elles ont trait aux délibérations.

### **Article 107**

#### **Langues utilisées pour la publication des documents, les délibérations et la correspondance de service**

1. Les documents de l'Union sont fournis en toute langue soit par l'intermédiaire du Bureau international, soit par les centres régionaux en collaboration avec le Bureau international, à la demande d'un Pays-membre ou d'un groupe de Pays-membres.

2. Les documents reproduits par l'intermédiaire du Bureau international sont distribués simultanément dans les langues demandées.

3. Les frais afférents à la publication des documents par le Bureau international ou par son intermédiaire dans n'importe quelle langue, y compris éventuellement les frais de traduction, sont supportés par le Pays-membre ou le groupe de Pays-membres qui a demandé à recevoir les documents dans cette langue.

4. Les frais à supporter par un groupe de Pays-membres sont répartis entre ceux-ci proportionnellement à leur contribution aux dépenses de l'Union. Ces frais peuvent être répartis entre les membres du groupe linguistique selon une autre clé de répartition, à condition que les intéressés s'entendent à ce sujet et notifient leur décision au Bureau international par l'intermédiaire du porte-parole du groupe.

5. Les groupes linguistiques constitués déterminent eux-mêmes la répartition des publications et des documents traduits.

6. Le Bureau international donne suite à tout changement de choix de langue demandé par un Pays-membre après un délai qui ne doit pas dépasser deux ans.

7. Pour les délibérations des réunions des organes de l'Union, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises, moyennant un système d'interprétation — avec ou sans équipement électronique — dont le choix est laissé à l'appréciation des organisateurs de la réunion après consultation du Directeur général du Bureau international et des Pays-membres intéressés.

8. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations et les réunions indiquées au § 7.

9. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au § 7, soit par le système indiqué au même paragraphe, lorsque les modifications d'ordre technique nécessaires peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

10. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union. Toutefois, les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont supportés par l'Union.

11. Les Administrations postales peuvent s'entendre au sujet de la langue à employer pour la correspondance de service dans leurs relations réciproques. A défaut d'une telle entente, la langue à employer est le français.

## CHAPITRE II

### BUREAU INTERNATIONAL

#### Article 108

##### Liste des Pays-membres

Le Bureau international établit en tient à jour la liste des Pays-membres de l'Union en y indiquant la classe de contribution de chacun d'eux. Il établit également et tient à jour la liste des Arrangements et des Pays-membres qui y sont parties.

#### Article 109

##### Fonctions et pouvoirs du Directeur général du Bureau international

1. Les fonctions et les pouvoirs du Directeur général du Bureau international sont ceux qui lui sont expressément attribués par les Actes de l'Union et ceux qui découlent des tâches assignées au Bureau international.

2. Le Directeur général prépare le projet de budget annuel de l'Union au niveau le plus bas possible compatible avec les besoins de l'Union et le soumet en temps opportun à l'examen du Conseil exécutif. Il communique le budget aux Pays-membres de l'Union après l'approbation de l'Autorité de surveillance.

3. Le Directeur général dirige le Bureau international.

4. Le Directeur général ou son représentant assiste aux séances des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales et prend part aux délibérations sans droit de vote.

### **Article 110**

#### **Préparation des travaux des Congrès, des Conférences administratives et des Commissions spéciales**

Le Bureau international prépare les travaux des Congrès, des Conférences administratives, des Commissions et des Commissions spéciales. Il pourvoit à l'impression et à la distribution des documents. Il fournit aux Administrations des Pays-membres les cahiers nécessaires pour le classement des propositions soumises au Congrès.

### **Article 111**

#### **Renseignements. Avis. Demandes d'interprétation et de modification des Actes. Enquêtes. Intervention dans la liquidation des comptes**

1. Le Bureau international se tient en tout temps à la disposition du Conseil exécutif, du Conseil consultatif des études postales et des Administrations postales pour leur fournir tous renseignements utiles sur les questions relatives au service.

2. Il est chargé, notamment, de réunir, de coordonner, de publier et de distribuer les renseignements de toute nature qui intéressent le service postal international; d'émettre, à la demande des parties en cause, un avis sur les questions litigieuses; de donner suite aux demandes d'interprétation et de modification des Actes de l'Union et, en général, de procéder aux études et aux travaux de rédaction ou de documentation que lesdits Actes lui attribuent ou dont il serait saisi dans l'intérêt de l'Union.

3. Il procède également aux enquêtes qui sont demandées par les Administrations postales en vue de connaître l'opinion des autres Administrations sur une question déterminée. Le résultat d'une enquête ne revêt pas le caractère d'un vote et ne lie pas formellement.

4. Il saisit, à toutes fins utiles, le Président du Conseil consultatif des études postales des questions qui sont de la compétence de cet organe.

5. Il intervient, à titre d'office de compensation, dans la liquidation des comptes de toute nature relatifs au service postal international, entre les Administrations postales qui réclament cette intervention.

## **Article 112**

### **Coopération technique**

Le Bureau international est chargé, dans le cadre de la coopération technique internationale, de développer l'assistance technique postale sous toutes ses formes.

## **Article 113**

### **Formules fournies par le Bureau international**

Le Bureau international est chargé de faire confectionner les cartes d'identité postales, les coupons-réponse internationaux, les bons postaux de voyage et les couvertures de carnets de bons et d'en approvisionner, au prix de revient, les Administrations postales qui en font la demande.

## **Article 114**

### **Actes des Unions restreintes et arrangements spéciaux**

1. Deux exemplaires des Actes des Unions restreintes et des arrangements spéciaux conclus en application de l'article 8 de la Constitution doivent être transmis au Bureau international par les bureaux de ces Unions ou, à défaut, par une des parties contractantes.

2. Le Bureau international veille à ce que les Actes des Unions restreintes et les arrangements spéciaux ne prévoient pas des conditions moins favorables pour le public que celles qui sont prévues dans les Actes de l'Union, et informe les Administrations postales de l'existence des Unions et des arrangements susdits. Il signale au Conseil exécutif toute irrégularité constatée en vertu de la présente disposition.

## **Article 115**

### **Revue de l'Union**

Le Bureau international rédige, à l'aide des documents qui sont mis à sa disposition, une revue en langues allemande, anglaise, arabe, chinoise, espagnole, française et russe.

**Article 116****Rapport annuel sur les activités de l'Union**

Le Bureau international fait, sur les activités de l'Union, un rapport annuel qui est communiqué, après approbation par le Conseil exécutif, aux Administrations postales, aux Unions restreintes et à l'Organisation des Nations Unies.

**CHAPITRE III****PROCÉDURE D'INTRODUCTION ET D'EXAMEN  
DES PROPOSITIONS****Article 117****Procédure de présentation des propositions au Congrès**

1. Sous réserve des exceptions prévues au § 3, la procédure suivante règle l'introduction des propositions de toute nature à soumettre au Congrès par les Administrations postales des Pays-membres :

- (a) sont admises les propositions qui parviennent au Bureau international au moins six mois avant la date fixée pour le Congrès ;
- (b) aucune proposition d'ordre rédactionnel n'est admise pendant la période de six mois qui précède la date fixée pour le Congrès ;
- (c) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international dans l'intervalle compris entre six et quatre mois avant la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins deux Administrations ;
- (d) les propositions de fond qui parviennent au Bureau international pendant la période de quatre mois qui précède la date fixée pour le Congrès ne sont admises que si elles sont appuyées par au moins huit Administrations ;
- (e) les déclarations d'appui doivent parvenir au Bureau international dans le même délai que les propositions qu'elles concernent.

2. Les propositions d'ordre rédactionnel sont munies, en tête, de la mention « Proposition d'ordre rédactionnel » par les Administrations qui les présentent et publiées par le Bureau international sous un numéro suivi de la lettre R. Les propositions non munies de cette mention mais qui, de l'avis du Bureau international, ne touchent que la rédaction sont publiées avec une annotation appropriée ; le Bureau international établit une liste de ces propositions à l'intention du Congrès.

3. La procédure prescrite aux §§ 1 et 2 ne s'applique ni aux propositions concernant le Règlement intérieur des Congrès ni aux amendements à des propositions déjà faites.

### Article 118

#### Procédure de présentation des propositions entre deux Congrès

1. Pour être prise en considération, chaque proposition concernant la Convention ou les Arrangements et introduite par une Administration postale entre deux Congrès doit être appuyée par au moins deux autres Administrations. Ces propositions restent sans suite lorsque le Bureau international ne reçoit pas, en même temps, les déclarations d'appui nécessaires.

2. Ces propositions sont adressées aux autres Administrations postales par l'intermédiaire du Bureau international.

### Article 119

#### Examen des propositions entre deux Congrès

1. Toute proposition est soumise à la procédure suivante: un délai de deux mois est laissé aux Administrations postales des Pays-membres pour examiner la proposition notifiée par circulaire du Bureau international et, le cas échéant, pour faire parvenir leurs observations audit Bureau. Les amendements ne sont pas admis. Les réponses sont réunies par les soins du Bureau international et communiquées aux Administrations postales avec invitation de se prononcer pour ou contre la proposition. Celles qui n'ont pas fait parvenir leur vote dans un délai de deux mois sont considérées comme s'abstenant. Les délais précités comptent à partir de la date des circulaires du Bureau international.

2. Si la proposition concerne un Arrangement, son Règlement ou leurs Protocoles finals, seules les Administrations postales des Pays-membres qui sont parties à cet Arrangement peuvent prendre part aux opérations indiquées au § 1.

### Article 120

#### Notification des décisions adoptées entre deux Congrès

1. Les modifications apportées à la Convention, aux Arrangements et aux Protocoles finals de ces Actes sont consacrées par une déclaration diplomatique que le Gouvernement de la Confédération Suisse est chargé d'établir et de transmettre, à la demande du Bureau international, aux Gouvernements des Pays-membres.

2. Les modifications apportées aux Règlements et à leurs Protocoles finals sont constatées et notifiées aux Administrations postales par le Bureau international. Il en est de même des interprétations visées à l'article 70, § 2, lettre (c), chiffre 2<sup>o</sup>, de la Convention et aux dispositions correspondantes des Arrangements.

**Article 121****Exécution des décisions adoptées entre deux Congrès**

Toute décision adoptée n'est exécutoire que trois mois, au moins, après sa notification.

**CHAPITRE IV****FINANCES****Article 122****Fixation et règlement des dépenses de l'Union**

1. Sous réserve des §§ 2 à 4, les dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union ne doivent pas dépasser les sommes ci-après pour les années 1971 et suivantes :

5 514 600 francs-or pour l'année 1971 ;

5 772 900 francs-or pour l'année 1972 ;

6 044 500 francs-or pour l'année 1973 ;

6 329 400 francs-or pour l'année 1974 ;

6 629 000 francs-or pour l'année 1975.

Pour les années postérieures à 1975, en cas de report du Congrès prévu pour 1974, les budgets annuels ne devront pas dépasser de plus de 5% chaque année la somme fixée pour l'année précédente.

2. Les dépenses afférentes à la réunion du prochain Congrès (déplacement du secrétariat, frais de transport, frais d'installation technique de l'interprétation simultanée et frais de production des documents durant le Congrès, etc.) ne doivent pas dépasser la limite de 539 000 francs-or.

3. Sur recommandation du Conseil exécutif, l'Autorité de surveillance peut autoriser le dépassement des limites fixées aux §§ 1 et 2 pour tenir compte des augmentations des échelles de traitement, des contributions au titre des pensions ou indemnités y compris les indemnités de poste, admises par les Nations Unies pour être appliquées à leur personnel en fonction à Genève.

4. Si les crédits prévus par les §§ 1 et 2 se révèlent insuffisants pour assurer le bon fonctionnement de l'Union, ces limites ne peuvent être dépassées qu'avec l'approbation de la majorité des Pays-membres de l'Union. Toute consultation doit comporter un exposé complet des faits justifiant une telle demande.

5. Les Pays qui adhèrent à l'Union ou qui sont admis en qualité de membres de l'Union ainsi que ceux qui sortent de l'Union doivent acquitter leur cotisation pour l'année entière au cours de laquelle leur admission ou leur sortie devient effective.

6. Le Gouvernement de la Confédération Suisse fait les avances nécessaires et surveille la tenue des comptes financiers ainsi que la comptabilité du Bureau international dans la limite du crédit fixé par le Congrès.

7. Les sommes avancées par le Gouvernement de la Confédération Suisse, suivant le § 5, doivent être remboursées par les Administrations postales débitrices dans le plus bref délai possible et au plus tard avant le 31 décembre de l'année d'envoi du compte. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit dudit Gouvernement, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

### Article 123

#### Classes de contribution

Les Pays-membres sont répartis, conformément à l'article 21, § 4, de la Constitution, en sept classes et contribuent aux dépenses de l'Union dans les proportions ci-après :

1 <sup>e</sup> classe, 25 unités	5 <sup>e</sup> classe, 5 unités
2 <sup>e</sup> classe, 20 unités	6 <sup>e</sup> classe, 3 unités
3 <sup>e</sup> classe, 15 unités	7 <sup>e</sup> classe, 1 unité
4 <sup>e</sup> classe, 10 unités	

### Article 124

#### Paiement des fournitures du Bureau international

Les fournitures que le Bureau international livre à titre onéreux aux Administrations postales doivent être payées dans le plus bref délai possible, et au plus tard dans les six mois à partir du premier jour du mois qui suit celui de l'envoi du compte par ledit Bureau. Passé ce délai, les sommes dues sont productives d'intérêt au profit du Gouvernement de la Confédération Suisse qui en a fait l'avance, à raison de 5% par an, à compter du jour de l'expiration dudit délai.

## CHAPITRE V

### ARBITRAGES

#### Article 125

##### Procédure d'arbitrage

1. En cas de différend à régler par jugement arbitral, chacune des Administrations postales en cause choisit une Administration postale d'un Pays-membre qui n'est pas directement intéressée dans le litige. Lorsque plusieurs Administrations font cause commune, elles ne comptent, pour l'application de cette disposition, que pour une seule.



2. Au cas où l'une des Administrations en cause ne donne pas suite à une proposition d'arbitrage dans le délai de six mois, le Bureau international, si la demande lui en est faite, provoque à son tour la désignation d'un arbitre par l'Administration défaillante ou en désigne un lui-même, d'office.

3. Les parties en cause peuvent s'entendre pour désigner un arbitre unique qui peut être le Bureau international.

4. La décision des arbitres est prise à la majorité des voix.

5. En cas de partage des voix, les arbitres choisissent, pour trancher le différend, une autre Administration postale également désintéressée dans le litige. A défaut d'une entente sur le choix, cette Administration est désignée par le Bureau international parmi les Administrations non proposées par les arbitres.

6. S'il s'agit d'un différend concernant l'un des Arrangements, les arbitres ne peuvent être désignés en dehors des Administrations qui participent à cet Arrangement.

## CHAPITRE VI

### DISPOSITIONS FINALES

#### Article 126

##### **Conditions d'approbation des propositions concernant le Règlement général**

Pour devenir exécutoires, les propositions soumises au Congrès et relatives au présent Règlement général doivent être approuvées par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès. Les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote.

#### Article 127

##### **Propositions concernant les Accords avec l'Organisation des Nations Unies**

Les conditions d'approbation visées à l'article 126 s'appliquent également aux propositions tendant à modifier les Accords conclus entre l'Union postale universelle et l'Organisation des Nations Unies dans la mesure où ces Accords ne prévoient pas les conditions de modification des dispositions qu'ils contiennent.

#### Article 128

##### **Mise à exécution et durée du Règlement général**

Le présent Règlement général sera mis à exécution le 1<sup>er</sup> juillet 1971 et demeurera en vigueur jusqu'à la mise à exécution des Actes du prochain Congrès.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires des Gouvernements des Pays-membres ont signé le présent Règlement général en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

*Signatures*

*Les mêmes pays qu'aux pages 9 à 27*

**PROTOCOLE FINAL  
DU RÈGLEMENT GÉNÉRAL  
DE  
L'UNION POSTALE UNIVERSELLE**

Au moment de procéder à la signature du Règlement général de l'Union postale universelle conclu à la date de ce jour, les Plénipotentiaires soussignés sont convenus de ce qui suit :

**Article I**

**Conseil exécutif et Conseil consultatif des études postales**

Les dispositions du Règlement général relatives à l'organisation et au fonctionnement du Conseil exécutif et du Conseil consultatif des études postales sont applicables avant la mise à exécution de ce Règlement.

**Article II**

**Dépenses de l'Union**

1. Par dérogation à l'article 128, les dépenses annuelles (ordinaires et extraordinaires) afférentes aux activités des organes de l'Union pour l'année 1970 ne doivent pas dépasser 5 460 000 francs-or, somme comprenant un montant maximal de 560 000 francs-or pour les dépenses uniques inhérentes au nouveau bâtiment du Bureau international.

2. Par dérogation à l'article 128, le plafond des dépenses annuelles afférentes aux activités des organes de l'Union prévu à l'article 122 pour l'année 1971 est applicable dès le 1<sup>er</sup> janvier 1971.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires ci-dessous ont dressé le présent Protocole, qui aura la même force et la même valeur que si ses dispositions étaient insérées dans le texte même du Règlement général, et ils l'ont signé en un exemplaire qui restera déposé aux Archives du Gouvernement du Pays-siège de l'Union. Une copie en sera remise à chaque Partie par le Gouvernement du Pays-siège du Congrès.

Fait à Tokyo, le 14 novembre 1969.

*Signatures*

*(Les mêmes pays qu'aux pages 9 à 27)*

# RÈGLEMENT GÉNÉRAL DE L'UNION POSTALE UNIVERSELLE— ANNEXE

## Règlement intérieur des Congrès<sup>1</sup>

---

---

### Sommaire

Art.

1. Dispositions générales
2. Délégations
3. Pouvoirs des délégués
4. Ordre des places
5. Observateurs
6. Doyen du Congrès
7. Présidences et Vice-Présidences du Congrès et des Commissions
8. Bureau du Congrès
9. Commissions
10. Groupes de travail
11. Membres des Commissions
12. Secrétariat du Congrès et des Commissions
13. Langues de délibération
14. Langues de rédaction des documents du Congrès
15. Propositions
16. Examen des propositions en Congrès et Commissions
17. Délibérations
18. Motions d'ordre
19. Quorum. Généralités concernant les votations
20. Procédure de vote
21. Conditions d'approbation des propositions
22. Procès-verbaux

<sup>1</sup> Par la résolution C 30, le Congrès a chargé le Conseil exécutif d'étudier les questions suivantes relatives au présent Règlement:

- 1° Adoption d'un quorum distinct pour la mise en discussion, d'une part, et pour le vote, d'autre part, des questions soumises aux Congrès;
- 2° Suppression de l'article 21, § 3;
- 3° Suggestion relative aux conditions d'approbation des propositions (remplacement, dans le Règlement, de l'indication des majorités requises par le renvoi aux Actes de l'Union);
- 4° Introduction d'un article relatif aux élections des membres des organes collectifs permanents;
- 5° Remise en discussion des questions qui ont fait l'objet d'une décision du Congrès.

A sa 25<sup>e</sup> séance plénière, le Congrès a décidé que l'adoption, par le prochain Congrès, des propositions résultant des études entreprises par le Conseil exécutif en vertu de la résolution C 30 (visant, le cas échéant, soit l'inclusion d'une nouvelle disposition, soit la suppression, la modification ou le maintien d'une disposition adoptée à titre provisoire) serait faite par la majorité simple.

23. Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)
24. Réserves aux Actes
25. Signature des Actes
26. Compléments apportés au Règlement
27. Modifications au Règlement

# RÈGLEMENT INTÉRIEUR DES CONGRÈS

## Article premier

### Dispositions générales

Le présent Règlement intérieur, ci-après dénommé le « Règlement », est établi en application des Actes de l'Union et leur est subordonné. En cas de divergence entre l'une de ses dispositions et une disposition des Actes, cette dernière fait autorité.

## Article 2

### Délégations

1. Le terme « délégation » s'entend de la personne ou de l'ensemble des personnes désignées par un Pays-membre pour participer au Congrès. La délégation se compose d'un Chef de délégation ainsi que, le cas échéant, d'un suppléant du Chef de délégation, d'un ou de plusieurs délégués et, éventuellement, d'un ou de plusieurs fonctionnaires attachés (y compris experts, secrétaires, etc.).

2. Les Chefs de délégation, leurs suppléants, ainsi que les délégués sont les représentants des Pays-membres au sens de l'article 14, § 2, de la Constitution s'ils sont munis de pouvoirs répondant aux conditions fixées à l'article 3 du présent Règlement.

3. Les fonctionnaires attachés sont admis aux séances; ils n'ont pas, en principe, le droit de vote. Toutefois, ils peuvent être autorisés par leur Chef de délégation à voter au nom de leur Pays dans les séances des Commissions. De telles autorisations doivent être remises par écrit avant le début de la séance au Président de la Commission intéressée.

## Article 3

### Pouvoirs des délégués

1. Les pouvoirs des délégués doivent être signés par le Chef de l'Etat ou par le Chef du Gouvernement ou par le Ministre des affaires étrangères du Pays intéressé. Ils doivent être libellés en bonne et due forme. Les pouvoirs des délégués habilités à signer les Actes (Plénipotentiaires) doivent indiquer la portée de cette signature (signature sous réserve de ratification ou d'approbation, signature « ad referendum », signature définitive). En l'absence d'une telle précision, la signature est considérée comme soumise à ratification ou à approbation. Les pouvoirs autorisant à signer les Actes comprennent implicitement le droit de voter; ceux qui ne comportent pas une telle clause donnent simplement le droit de prendre part aux délibérations et de voter.

2. Les pouvoirs doivent être déposés dès l'ouverture du Congrès auprès de l'autorité désignée à cette fin.

3. Les délégués non munis de pouvoirs ou qui n'auront pas déposé leurs pouvoirs peuvent, s'ils ont été annoncés par leur Gouvernement au Gouvernement du Pays invitant, prendre part aux délibérations et voter dès l'instant où ils commencent à participer aux travaux du Congrès. Il en est de même pour ceux dont les pouvoirs sont reconnus comme étant entachés d'irrégularités. Ces délégués ne seront plus autorisés à voter à partir du moment où le Congrès aura approuvé le rapport de la Commission de vérification des pouvoirs constatant que leurs pouvoirs font défaut ou sont irréguliers et aussi longtemps que la situation n'est pas régularisée.

4. Les pouvoirs d'un Pays-membre qui se fait représenter au Congrès par la délégation d'un autre Pays-membre (procuration) doivent revêtir la même forme que ceux qui sont mentionnés au § 1.

5. Les pouvoirs et les procurations adressés par télégramme ne sont pas admis. En revanche, sont acceptés les télégrammes répondant à une demande d'information relative à une question de pouvoirs.

6. Une délégation qui, après avoir déposé ses pouvoirs, est empêchée d'assister à une ou plusieurs séances, a la faculté de se faire représenter par la délégation d'un autre Pays à la condition d'en donner avis par écrit au Président de la réunion intéressée. Toutefois, une délégation ne peut représenter qu'un seul Pays autre que le sien.

7. Les délégués des Pays-membres qui ne sont pas parties à un Arrangement peuvent prendre part, sans droit de vote, aux délibérations du Congrès concernant cet Arrangement.

#### **Article 4**

##### **Ordre des places**

1. Aux séances du Congrès et des Commissions, les délégations sont rangées d'après l'ordre alphabétique français des Pays-membres représentés.

2. Le Président du Conseil exécutif tire au sort, en temps opportun, le nom du Pays qui prendra place en tête devant la tribune présidentielle, lors des séances du Congrès et des Commissions.

#### **Article 5**

##### **Observateurs**

1. Des représentants de l'Organisation des Nations Unies peuvent participer aux délibérations du Congrès.

2. Les observateurs des organisations internationales intergouvernementales désignés par le Conseil exécutif sont admis aux séances du Congrès lorsque sont discutées des questions intéressant ces organisations.

3. Sont également admis comme observateurs les représentants qualifiés des Unions restreintes établies conformément à l'article 8, § 1, de la Constitution lorsqu'elles en expriment le désir.

4. Les observateurs dont il est question aux §§ 1 à 3 prennent part aux délibérations sans droit de vote.

5. Les demandes de participer au Congrès émanant d'organisations non gouvernementales font l'objet pour chaque cas d'une décision expresse du Congrès.

## **Article 6**

### **Doyen du Congrès**

1. L'Administration postale du Pays-siège du Congrès suggère la désignation du Doyen du Congrès d'entente avec le Bureau international. Le Conseil exécutif procède, en temps opportun, à l'adoption de cette désignation.

2. A l'ouverture de la première séance plénière de chaque Congrès, le Doyen assume la présidence du Congrès jusqu'à ce que celui-ci ait élu son Président. Au surplus, il exerce les fonctions qui lui sont attribuées par le présent Règlement.

## **Article 7**

### **Présidences et Vice-Présidences du Congrès et des Commissions**

1. Dans sa première séance plénière, le Congrès, sur proposition du Doyen, désigne le Pays-membre et les quatre Pays-membres qui assumeront respectivement la Présidence et les Vice-Présidences du Congrès. Ces fonctions sont attribuées en tenant compte autant que possible de la répartition géographique des Pays-membres.

2. Sur proposition du Doyen, le Congrès désigne également les Pays-membres qui assumeront les Présidences et les Vice-Présidences des Commissions.

3. Les Présidents ouvrent et clôturent les séances qu'ils président, dirigent les discussions, donnent la parole aux orateurs, mettent aux voix les propositions et indiquent la majorité requise pour les votes, proclament les décisions et, sous réserve de l'approbation du Congrès, donnent éventuellement une interprétation de ces décisions.



4. Les Présidents veillent au respect du présent Règlement et au maintien de l'ordre au cours des séances.

5. Toute délégation peut en appeler, devant le Congrès ou la Commission, d'une décision prise par le Président de ceux-ci sur la base d'une disposition du Règlement ou d'une interprétation de celui-ci; la décision du Président reste toutefois valable si elle n'est pas annulée par la majorité des membres présents et votant.

6. Si le Pays-membre chargé de la Présidence n'est plus en mesure d'assurer cette fonction, l'un des Vice-Présidents est désigné par le Congrès ou par la Commission pour le remplacer.

### **Article 8**

#### **Bureau du Congrès**

1. Le Bureau est l'organe central chargé de diriger les travaux du Congrès. Il est composé du Président et des Vice-Présidents du Congrès ainsi que des Présidents des Commissions. Il se réunit périodiquement pour examiner le déroulement des travaux du Congrès et de ses Commissions et pour formuler des recommandations tendant à favoriser ce déroulement. Il aide le Président à élaborer l'ordre du jour de chaque séance plénière et à coordonner les travaux des Commissions. Il fait des recommandations relatives à la clôture du Congrès.

2. Le Secrétaire général du Congrès et le Secrétaire général adjoint mentionnés à l'article 12, § 1, assistent aux réunions du Bureau.

### **Article 9**

#### **Commissions**

Le Congrès détermine le nombre des Commissions nécessaires pour mener à bien ses travaux et il en fixe les attributions.

### **Article 10**

#### **Groupes de travail**

Chaque Commission peut constituer des groupes de travail pour l'étude de questions spéciales.

### **Article 11**

#### **Membres des Commissions**

1. Les Pays-membres représentés au Congrès sont, de droit, membres des Commissions chargées de l'examen des propositions relatives à la Constitution, au Règlement général, à la Convention et au Règlement d'exécution de celle-ci.

2. Les Pays-membres représentés au Congrès qui sont parties à un ou plusieurs des Arrangements facultatifs sont de droit membres de la ou des Commissions chargées de la revision de ces Arrangements. Le droit de vote des membres de cette ou de ces Commissions est limité à l'Arrangement ou aux Arrangements auxquels ils sont parties.

3. Les délégations qui ne sont pas membres des Commissions traitant des Arrangements et de leur Règlement d'exécution ont la faculté d'assister aux séances de celles-ci et de prendre part aux délibérations sans droit de vote.

## Article 12

### Secrétariat du Congrès et des Commissions

1. Le Directeur général et le Vice-Directeur général du Bureau international assument respectivement les fonctions de Secrétaire général et de Secrétaire général adjoint du Congrès.

2. Le Secrétaire général et le Secrétaire général adjoint assistent aux séances du Congrès et du Bureau du Congrès où ils prennent part aux délibérations sans droit de vote. Ils peuvent aussi, dans les mêmes conditions, assister aux séances des Commissions ou s'y faire représenter par un fonctionnaire supérieur du Bureau international.

3. Les travaux du Secrétariat du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions sont assurés par le personnel du Bureau international en collaboration avec l'Administration du Pays invitant.

4. Les fonctionnaires supérieurs du Bureau international assument les fonctions de Secrétaires du Congrès, du Bureau du Congrès et des Commissions. Ils assistent le Président pendant les séances et sont responsables de la rédaction des procès-verbaux ou des rapports.

5. Les Secrétaires du Congrès et des Commissions sont assistés par des Secrétaires adjoints.

6. Des rapporteurs possédant la langue français sont chargés de la rédaction des procès-verbaux du Congrès et des Commissions.

## Article 13

### Langues de délibération

1. Sous réserve de ce qui est dit au § 2, les langues française, anglaise, espagnole et russe sont admises pour les délibérations moyennant un système d'interprétation simultanée ou consécutive.

2. Les délibérations de la Commission de rédaction ont lieu en langue française.

3. D'autres langues sont également autorisées pour les délibérations indiquées au § 1. La langue du Pays-hôte jouit d'un droit de priorité à cet égard. Les délégations qui emploient d'autres langues assurent l'interprétation simultanée en l'une des langues mentionnées au § 1, soit par le système d'interprétation simultanée, lorsque des modifications d'ordre technique peuvent y être apportées, soit par des interprètes particuliers.

4. Les frais d'installation et d'entretien de l'équipement technique sont à la charge de l'Union.

5. Les frais des services d'interprétation sont répartis entre les Pays-membres utilisant la même langue dans la proportion de leur contribution aux dépenses de l'Union.

#### **Article 14**

##### **Langues de rédaction des documents du Congrès**

1. Les documents élaborés pendant le Congrès y compris les projets de décisions soumis à l'approbation du Congrès sont publiés en langue française par le Secrétariat du Congrès.

2. A cet effet, les documents provenant des délégations des Pays-membres doivent être présentés dans cette langue, soit directement soit par l'intermédiaire des services de traduction adjoints au Secrétariat du Congrès.

3. Ces services, organisés à leurs frais par les groupes linguistiques constitués selon les dispositions correspondantes du Règlement général, peuvent aussi traduire des documents du Congrès dans leurs langues respectives.

#### **Article 15**

##### **Propositions**

1. Toutes les questions portées devant le Congrès font l'objet de propositions.

2. Toutes les propositions publiées par le Bureau international avant l'ouverture du Congrès sont considérées comme soumises au Congrès.

3. Dès l'ouverture du Congrès, aucune proposition ne sera prise en considération, sauf celles qui tendent à l'amendement de propositions antérieures.

4. Est considérée comme amendement toute proposition de modification comportant une suppression, une addition à une partie de la proposition originale ou la révision d'une partie de cette proposition. Aucune proposition de modification ne sera considérée comme un amendement si le Congrès ou la Commission est d'avis qu'elle est incompatible avec la proposition originale.

5. Les amendements présentés en Congrès au sujet de propositions déjà faites doivent être remis par écrit en langue française au Secrétariat avant midi l'avant-veille du jour de leur mise en délibération de façon à pouvoir être distribués le même jour aux délégués. Ce délai ne s'applique pas aux amendements résultant directement des discussions en Congrès ou en Commission. Dans ce dernier cas, si cela est demandé, l'auteur de l'amendement doit présenter son texte par écrit en langue française ou, en cas de difficulté, en toute autre langue de débat. Le Président intéressé en donnera ou en fera donner lecture.

6. La procédure prévue au § 5 s'applique également à la présentation des propositions ne visant pas à modifier le texte des Actes (projets de résolutions, de recommandations, de vœux, etc.).

7. Toute proposition ou amendement doit revêtir la forme définitive du texte à introduire dans les Actes de l'Union, sous réserve bien entendu de mise au point par la Commission de rédaction.

## Article 16

### Examen des propositions en Congrès et Commissions

1. Pour être mises en délibération les propositions présentées par une seule délégation doivent être appuyées en Congrès ou en Commission par au moins une autre délégation. Cette disposition ne s'applique pas aux propositions émanant soit de plusieurs Administrations agissant collectivement, soit d'un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions.

2. Les propositions d'ordre rédactionnel (dont le numéro est suivi de la lettre R) sont attribuées à la Commission de rédaction soit directement si, de la part du Bureau international, il n'y a aucun doute quant à leur nature (une liste en est établie par le Bureau international à l'intention de la Commission de rédaction), soit si, de l'avis du Bureau international, il y a doute sur leur nature, après que les autres Commissions en ont confirmé la nature purement rédactionnelle (une liste en est aussi établie à l'intention des Commissions intéressées). Toutefois, si de telles propositions sont liées à d'autres propositions de fond à traiter par le Congrès ou par d'autres Commissions, la Commission de rédaction n'en aborde l'étude qu'après que le Congrès ou les autres Commissions se sont prononcés à l'égard des propositions de fond correspondantes. Les propositions dont le numéro n'est pas suivi de la lettre R, mais qui, de l'avis du Bureau international, sont des propositions d'ordre rédactionnel, sont déferées directement aux Commissions qui s'occupent des propositions de fond correspondantes. Ces Commissions décident, dès l'ouverture de leurs

travaux, lesquelles de ces propositions seront attribuées directement à la Commission de rédaction. Une liste de ces propositions est établie par le Bureau international à l'intention des Commissions en cause.

3. Si une même question fait l'objet de plusieurs propositions, le Président décide de leur ordre de discussion en commençant, en principe, par la proposition qui s'éloigne le plus du texte de base et qui comporte le changement le plus profond par rapport au statu quo.

4. Si une proposition peut être subdivisée en plusieurs parties, chacune d'elles peut, avec l'accord de l'auteur de la proposition ou de l'assemblée, être examinée et mise aux voix séparément.

5. Toute proposition retirée en Congrès ou en Commission par son auteur peut être reprise par la délégation d'un autre Pays-membre.

6. Si une proposition fait l'objet d'un amendement, on vote en premier sur cet amendement. Toutefois, tout amendement à une proposition, accepté par la délégation qui présente cette proposition, est aussitôt incorporé dans le texte de la proposition.

7. Si une proposition fait l'objet de plusieurs amendements, on vote en premier lieu sur celui des amendements qui s'écarte le plus du texte original; ensuite, on vote sur celui — parmi les amendements qui restent — qui s'écarte encore le plus du texte original et ainsi de suite jusqu'à ce que tous les amendements aient été examinés. Si un ou plusieurs amendements sont adoptés, la proposition ainsi modifiée est ensuite elle-même mise aux voix. Si aucun amendement n'est adopté, le vote a lieu sur la proposition initiale.

8. Le Président du Congrès et les Présidents des Commissions font remettre à la Commission de rédaction, après chaque séance, le texte écrit des propositions, amendements ou décisions adoptés.

## Article 17

### Délibérations

1. Les délégués ne peuvent prendre la parole qu'après avoir été autorisés par le Président de la réunion. Il leur est recommandé de parler sans hâte et distinctement. Le Président doit laisser aux délégués la possibilité d'exprimer librement et pleinement leur avis sur le sujet en discussion pour autant que cela soit compatible avec le déroulement normal des délibérations.

2. Sauf décision contraire prise à la majorité des membres présents et votant, les discours ne peuvent excéder cinq minutes. Le Président est autorisé à interrompre tout orateur qui dépasse ledit temps de parole. Il peut aussi inviter le délégué à ne pas s'écarter du sujet.

3. Au cours d'un débat, le Président peut, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, déclarer close la liste des orateurs après en avoir donné lecture. Lorsque la liste est épuisée, il prononce la clôture du débat, sous réserve d'accorder, même après la clôture de la liste, le droit de répondre à tout discours prononcé.

4. Le Président peut aussi, avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, limiter le nombre des interventions d'une même délégation sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé, la possibilité devant cependant être accordée à l'auteur de la proposition d'introduire celle-ci et d'intervenir ultérieurement s'il le demande, pour apporter des éléments nouveaux en réponse aux interventions des autres délégations, de telle façon qu'il puisse avoir la parole en dernier lieu s'il la demande.

5. Avec l'accord de la majorité des membres présents et votant, le Président peut limiter le nombre des interventions sur une proposition ou un groupe de propositions déterminé; cette limitation ne peut être inférieure à cinq pour et cinq contre la proposition en discussion.

## Article 18

### Motions d'ordre

1. Il est permis, en tout temps, de demander la parole, pour une motion d'ordre ou pour un fait personnel. Toute demande de cette nature doit être mise immédiatement en discussion afin d'arriver à une décision sans retard.

2. La délégation qui présente une motion d'ordre ne peut pas, dans son intervention, traiter du fond de la question en discussion.

3. L'ordre de priorité des motions d'ordre est le suivant :

- (a) rappel au Règlement;
- (b) suspension de la séance;
- (c) levée de la séance;
- (d) ajournement du débat sur la question en discussion;
- (e) clôture du débat sur la question en discussion;
- (f) toutes autres motions (p. ex. motion visant à modifier l'ordre fixé par le Président pour l'examen des propositions, questions de compétence) dont l'ordre de priorité a été établi par le Président.

4. Pendant la discussion d'une question, une délégation peut proposer de suspendre ou de lever la séance, en indiquant les motifs de sa proposition. Si cette proposition est appuyée, la parole peut être donnée à deux orateurs s'exprimant contre la suspension ou la levée de la séance et uniquement sur ce sujet, après quoi la motion est mise aux voix.

5. Une délégation peut proposer l'ajournement du débat sur toute question pour une période déterminée. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à l'ajournement, après quoi la motion est mise aux voix.

6. A tout moment, une délégation peut proposer que le débat sur la question en discussion soit clos. En ce cas, la parole n'est accordée qu'à deux orateurs opposés à la clôture, après quoi la motion est mise aux voix.

7. L'auteur d'une motion d'ordre peut la retirer avant qu'elle soit mise aux voix. Toute motion, amendée ou non, qui serait ainsi retirée peut être reprise par une autre délégation.

## Article 19

### Quorum. Généralités concernant les votations

1. Pour que le Congrès ou les Commissions puissent délibérer valablement, il faut, sous réserve de l'article 21, § 1, lettres (a) et (b), que la moitié des Pays-membres représentés au Congrès ou à la Commission et ayant droit de vote soient présents ou représentés à la réunion. En ce qui concerne les Arrangements, le quorum n'exige que la présence ou la représentation à la réunion de la moitié des Pays-membres représentés qui sont parties à l'Arrangement dont il s'agit<sup>1</sup>.

2. Les questions qui ne peuvent être réglées d'un commun accord sont tranchées par votation.

3. Les délégations présentes qui ne participent pas à un vote déterminé ou qui déclarent ne pas vouloir y participer ne sont pas considérées comme absentes en vue de la détermination du quorum exigé au § 1.

4. Lorsque le nombre d'abstentions et de bulletins blancs ou nuls dépasse la moitié du nombre des suffrages exprimés (pour, contre, abstentions), l'examen de la question est renvoyé à une séance ultérieure au cours de laquelle les abstentions ainsi que les bulletins blancs ou nuls n'entreront plus en ligne de compte.

## Article 20

### Procédure de vote

1. Les votes ont lieu par le système traditionnel ou par le dispositif électronique de votation. Ils sont en principe effectués par le dispositif électronique lorsque celui-ci est à la disposition de l'assemblée. Toutefois, pour un vote secret, le recours au système traditionnel peut avoir lieu si la demande présentée dans ce sens par une délégation est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant.

<sup>1</sup> Les dispositions du § 1 feront l'objet d'une étude de la part du Conseil exécutif et le XVII<sup>e</sup> Congrès décidera, à la majorité simple, de la suppression, de la modification ou du maintien de ces dispositions (Congrès de Tokyo, 25<sup>e</sup> séance plénière). Voir également annotation figurant à la suite du sommaire du Règlement intérieur.

2. Pour le système traditionnel, les procédures de vote sont les suivantes:
  - (a) à main levée: si le résultat d'un tel vote donne lieu à des doutes, le Président peut, à son gré ou à la demande d'une délégation, faire procéder à un vote par appel nominal sur la même question;
  - (b) par appel nominal: sur demande d'une délégation ou au gré du Président. L'appel se fait en suivant l'ordre alphabétique français des Pays représentés en commençant par le Pays dont le nom est tiré au sort par le Président. Le résultat du vote, avec la liste des Pays par nature de vote, est consigné au procès-verbal de la séance;
  - (c) au scrutin secret: par bulletin de vote sur demande de deux délégations. Le Président de la réunion désigne en ce cas trois scrutateurs et prend les mesures nécessaires pour assurer le secret du vote.
3. Par le dispositif électronique, les procédures de vote sont les suivantes:
  - (a) vote son enregistré: il remplace un vote à main levée;
  - (b) vote enregistré: il remplace un vote par appel nominal; toutefois, il n'est pas procédé à l'appel des noms des Pays sauf si une délégation le demande et si cette proposition est appuyée par la majorité des délégations présentes et votant;
  - (c) vote secret: il remplace un scrutin secret par bulletins de vote.
4. Quand un vote est commencé, aucune délégation ne peut l'interrompre sauf s'il s'agit d'une motion d'ordre relative à la manière suivant laquelle s'effectue le vote.
5. Après le vote, le Président peut autoriser les délégués à expliquer leur vote.

## Article 21

### Conditions d'approbation des propositions

1. Pour être adoptées, les propositions visant la modification des Actes doivent être approuvées:
  - (a) pour la Constitution: par les deux tiers au moins des Pays-membres de l'Union;
  - (b) pour le Règlement général: par la majorité des Pays-membres représentés au Congrès; les deux tiers des Pays-membres de l'Union doivent être présents au moment du vote;
  - (c) pour la Convention et son Règlement d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant;
  - (d) pour les Arrangements et leurs Règlements d'exécution: par la majorité des Pays-membres présents et votant qui sont parties aux Arrangements.<sup>1</sup>
2. Les questions de procédure qui ne peuvent être résolues d'un commun accord sont décidées par la majorité des Pays-membres présents et votant. Il en est de même pour des décisions ne concernant pas la modification des Actes,

<sup>1</sup> Ce paragraphe fera l'objet d'une étude de la part du Conseil exécutif et le XVII<sup>e</sup> Congrès décidera, à la majorité simple, de la suppression, de la modification ou du maintien de ces dispositions (Congrès de Tokyo, 25<sup>e</sup> séance plénière). Voir également annotation figurant à la suite du sommaire du Règlement intérieur.



à moins que le Congrès n'en décide autrement à la majorité des Pays-membres présents et votant.

3. Les questions de compétence qui peuvent se présenter sont réglées conformément aux majorités requises au § 1, selon l'Acte de l'Union dont relèverait le problème à débattre s'il avait fait l'objet d'une disposition expresse<sup>1</sup>.

4. Sous réserve des dispositions de l'article 19, § 4, par Pays-membres présents et votant, il faut entendre les Pays-membres votant « pour » ou « contre », les abstentions n'étant pas prises en considération dans le décompte des voix nécessaires pour constituer la majorité, de même d'ailleurs que les bulletins blancs ou nuls en cas de vote au scrutin secret.

5. En cas d'égalité des suffrages, la proposition est considérée comme rejetée.

## Article 22

### Procès-verbaux

1. Les procès-verbaux des séances du Congrès et des Commissions reproduisent la marche des séances, résument brièvement les interventions, mentionnent les propositions et le résultat des délibérations. Des procès-verbaux sont établis pour les séances plénières et des procès-verbaux sommaires pour les séances de Commissions.

2. Les procès-verbaux des séances d'une Commission peuvent être remplacés entièrement ou partiellement par des rapports à l'intention du Congrès si la Commission intéressée en décide ainsi. En règle générale, les Groupes de travail établissent un rapport à l'intention de l'organe qui les a créés.

3. Toutefois, chaque délégué a le droit de demander l'insertion analytique ou in extenso au procès-verbal ou au rapport de toute déclaration faite par lui, à la condition d'en remettre le texte français au Secrétariat deux heures au plus tard après la fin de la séance.

4. A partir du moment où l'épreuve du procès-verbal ou du rapport a été distribuée, les délégués disposent d'un délai de vingt-quatre heures pour présenter leurs observations au Secrétariat qui, le cas échéant, sert d'intermédiaire entre l'intéressé et le Président de la séance en question.

5. En règle générale et sous réserve du § 4, au début des séances du Congrès, le Président soumet à l'approbation le procès-verbal d'une séance précédente. Il en est de même pour les Commissions dont les délibérations font l'objet d'un procès-verbal ou d'un rapport. Les procès-verbaux ou les rapports des dernières séances qui n'auraient pu être approuvés en Congrès ou en Commission sont approuvés par les Présidents respectifs de ces réunions. Le Bureau international tiendra compte également des observations éventuelles que les délégués des

<sup>1</sup> Ce paragraphe fera l'objet d'une étude de la part du Conseil exécutif et le XVII<sup>e</sup> Congrès décidera, à la majorité simple, de la suppression, de la modification ou du maintien de ces dispositions (Congrès de Tokyo, 25<sup>e</sup> séance plénière). Voir également annotation figurant à la suite du sommaire du Règlement intérieur.

Pays-membres lui communiqueront dans un délai de quarante jours après l'envoi desdits procès-verbaux.

6. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les procès-verbaux ou les rapports des séances du Congrès et des Commissions les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de leur approbation conformément au § 5.

### Article 23

#### Approbation par le Congrès des projets de décisions (Actes, résolutions, etc.)

1. En règle générale, chaque projet d'Acte présenté par la Commission de rédaction est examiné article par article. Il ne peut être considéré comme adopté qu'après un vote d'ensemble favorable. Les dispositions de l'article 21, § 1, sont applicables à ce vote.

2. Au cours de cet examen, chaque délégation peut reprendre une proposition qui a été adoptée ou rejetée en Commission. L'appel concernant de telles propositions est subordonné à la condition que la délégation en ait informé par écrit le Président du Congrès au moins un jour avant la séance où la disposition visée du projet d'Acte sera soumise à l'approbation du Congrès<sup>1</sup>.

3. Toutefois, il est toujours possible, si le Président le juge opportun pour la suite des travaux du Congrès, de procéder à l'examen des appels avant l'examen des projets d'Actes présentés par la Commission de rédaction.

4. Le Bureau international est autorisé à rectifier dans les Actes définitifs les erreurs matérielles qui n'auraient pas été relevées lors de l'examen des projets d'Actes, le numérotage des articles et des paragraphes ainsi que les références.

5. Les dispositions des §§ 2 à 4 sont également applicables aux projets de décisions autres que les projets d'Actes (résolutions, vœux, etc.).

### Article 24

#### Réserves aux Actes

Les réserves doivent être présentées par écrit en langue française (propositions relatives au Protocole final) de manière à pouvoir être examinées par le Congrès avant la signature des Actes.

<sup>1</sup> Voir annotation figurant à la suite du sommaire du Règlement intérieur.

**Article 25****Signature des Actes**

Les Actes définitivement approuvés par le Congrès sont soumis à la signature des Plénipotentiaires.

**Article 26****Compléments apportés au Règlement**

Chaque Congrès peut compléter le présent Règlement. Les propositions complémentaires, qui ne peuvent être en contradiction avec les dispositions du Règlement, ne seront prises en considération, à moins d'être présentées par un organe de l'UPU, que si elles sont appuyées en Congrès par au moins dix délégations; pour être adoptées, elles doivent recueillir au vote la majorité des Pays-membres présents et votant.

**Article 27****Modifications au Règlement**

1. Chaque Congrès peut aussi modifier le Règlement intérieur. Pour être mises en délibération, les propositions de modification au présent Règlement, à moins qu'elles ne soient présentées par un organe de l'UPU habilité à introduire des propositions, doivent être appuyées en Congrès par au moins dix délégations.

2. Pour être adoptées, les propositions de modification au présent Règlement doivent être approuvées par les deux tiers au moins des Pays-membres représentés au Congrès.

Ainsi adopté à Tokyo, le 14 novembre 1969.

# GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

## CONTENTS

### CHAPTER I

#### FUNCTIONING OF THE UNION'S BODIES

Art.

101. The organization and convening of Congresses, Extraordinary Congresses, Administrative Conferences and Special Committees
102. Composition, functioning and meetings of the Executive Council
103. Documentation on the activities of the Executive Council
104. Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies
105. Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies
106. Rules of procedure of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees
107. Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence

### CHAPTER II

#### INTERNATIONAL BUREAU

108. List of member countries
109. Functions and powers of the Director-General of the International Bureau
110. Preparation of the work of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees
111. Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts
112. Technical cooperation
113. Forms supplied by the International Bureau
114. Acts of Restricted Unions and Special Agreements
115. Union magazine
116. Annual report on the work of the Union

### CHAPTER III

#### PROCEDURE FOR THE SUBMISSION AND CONSIDERATION OF PROPOSALS

117. Procedure for submitting proposals to Congress
118. Procedure for submitting proposals between Congresses
119. Consideration of proposals between Congresses
120. Notification of decisions adopted between Congresses
121. Implementation of decisions adopted between Congresses

**CHAPTER IV****FINANCE**

Art.

- 122. Fixing and regulation of the expenditure of the Union
- 123. Contribution classes
- 124. Payment for supplies from the International Bureau

**CHAPTER V****ARBITRATION**

- 125. Arbitration procedure

**CHAPTER VI****FINAL PROVISIONS**

- 126. Conditions of approval of proposals concerning the General Regulations
- 127. Proposals concerning Agreements with the United Nations
- 128. Entry into force and duration of the General Regulations

**FINAL PROTOCOL  
TO THE GENERAL REGULATIONS OF  
THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

Art.

- I. Executive Council and Consultative Council for Postal Studies
- II. Expenditure of the Union

**ANNEX**

Rules of Procedure of Congresses.

## GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

The undersigned, Plenipotentiaries of the Governments of member countries of the Union, having regard to Article 22, § 2, of the Constitution of the Universal Postal Union, concluded at Vienna on 10 July 1964, have, by common consent, and subject to Article 25, § 3, of the Constitution, drawn up in these General Regulations the following provisions securing the application of the Constitution and the functioning of the Union.

### CHAPTER 1

#### FUNCTIONING OF THE UNION'S BODIES

##### Article 101

##### The organization and convening of Congresses, Extraordinary Congresses, Administrative Conferences and Special Committees

1. The representatives of member countries shall meet in Congress not later than five years after the date on which the Acts of the preceding Congress come into operation.

2. Each member country shall arrange for its representation at Congress by one or more plenipotentiaries furnished by their Government with the necessary powers. It may, if need be, arrange to be represented by the delegation of another member country. Nevertheless it shall be understood that a delegation may represent only one member country other than its own.

3. In debates, each country shall be entitled to one vote.

4. In principle, each Congress shall designate the country in which the next Congress is to be held. If that designation proves inapplicable or inoperative it shall fall to the Executive Council to designate the country where Congress is to meet, after consultation with the latter country.

5. After consultation with the International Bureau, the host Government shall fix the definitive date and the precise locality of Congress. In principle one year before that date the host Government shall send an invitation to the Government of each member country of the Union. This invitation may be sent direct or through the intermediary of another Government or through the Director-General of the International Bureau. The host Government shall also be responsible for notifying the decisions taken by Congress to all the Governments of member countries.

6. When a Congress has to be convened without a host Government, the International Bureau, with the agreement of the Executive Council and after consultation with the Government of the Swiss Confederation, shall take the necessary steps to convene and organize the Congress in the country in which the seat of the Union is situated. In this event the International Bureau shall perform the functions of the host Government.

7. The meeting place of an Extraordinary Congress shall be fixed, after consultation with the International Bureau, by the member countries which have initiated that Congress.

8. §§ 2 to 6 shall be applicable by analogy to Extraordinary Congresses.

9. The meeting place of an Administrative Conference shall be fixed after consultation with the International Bureau, by the postal administrations which have initiated the Conference. The notices of convocation shall be sent out by the postal administration of the country in which the conference is to be held.

10. Special Committees shall be convened by the International Bureau after consultation, where appropriate, with the postal administration of the member country in which these Special Committees are to meet.

## Article 102

### Composition, functioning and meetings of the Executive Council

1. The Executive Council shall consist of thirty-one members who shall exercise their functions during the period between two successive Congresses.

2. The members of the Executive Council shall be appointed by Congress on the basis of an equitable geographical distribution. At least a half of the membership shall be renewed at each Congress: no member may be chosen by three successive Congresses.

3. The representative of each of the members of the Executive Council shall be appointed by the postal administration of his country. This representative shall be a qualified official of the postal administration.

4. The office of member of the Executive Council shall be unpaid. The operational expenses of this Council shall be borne by the Union.

5. The Executive Council shall coordinate and supervise all the activities of the Union with the following functions:

- (a) to maintain the closest contact with the postal administrations of member countries with a view to improving the international postal service;
- (b) to promote, coordinate and supervise all forms of postal technical assistance within the framework of international technical cooperation;
- (c) to study administrative, legislative and legal problems concerning the international postal service and communicate the results of such studies to postal administrations;
- (d) to designate the country where the next Congress is to be held in the case provided for in Article 101, § 4;
- (e) to submit subjects for study to the Consultative Council for Postal Studies for examination in accordance with Article 104, § 8, (f);
- (f) to examine the annual report prepared by the Consultative Council for Postal Studies and, if necessary, the proposal submitted by the Council;
- (g) to make any useful contacts with the United Nations, its Councils and its Committees, and with the specialized agencies and other international

bodies, for the purpose of making studies and preparing reports to be submitted for approval to the postal administrations of member countries; to send, as occasion arises, representatives of the Union to take part on its behalf in the meetings of these international bodies; to designate in due course the intergovernmental international organizations which should be invited to be represented at a Congress and to instruct the Director-General of the International Bureau to send the necessary invitations;

- (h) to formulate, as necessary, proposals to be submitted for the approval either of postal administrations of member countries under Article 31, § 1 of the Constitution and Article 119 of these Regulations, or of Congress when these proposals concern studies entrusted by Congress to the Executive Council or when they arise out of the Executive Council's own activities as defined in this Article;
- (i) to examine, at the request of the postal administration of a member country, any proposal which that administration forwards to the International Bureau under Article 118, to prepare observations on it and to instruct the International Bureau to annex these observations to the proposal before submitting it for approval to the postal administrations of member countries.
- (j) within the framework of the General Regulations:
  - (i) to ensure control of the activities of the International Bureau, whose Director-General it appoints when the need arises on the basis of proposals by the Government of the Swiss Confederation;
  - (ii) to consider the annual budget of the Union;
  - (iii) to approve, on the proposal of the Director-General of the International Bureau, the appointments of "hors classe" officials and of officials of the 1st, 2nd and 3rd salary classes, after examining the professional qualifications of the candidates recommended by postal administrations of member countries of which they are nationals, taking into account an equitable geographical distribution in respect of continents and languages together with all other relevant considerations, due weight being given to the Bureau's internal promotion arrangements;
  - (iv) to approve the annual report on the work of the Union prepared by the International Bureau and, where appropriate, to furnish observations on it;
  - (v) to recommend to the Supervisory Authority, if circumstances so require, that it authorize the ceiling of expenditure to be exceeded.

6. In appointing the Director-General and approving the appointments of "hors classe" officials, the Executive Council shall take into account that in principle the persons occupying these posts shall be nationals of different member countries of the Union.

7. At its first meeting, which shall be convened by the Chairman of the last Congress, the Executive Council shall elect a Chairman and four Vice-Chairmen from among its members and draw up its Rules of Procedure. The Director-General of the International Bureau shall act as Secretary-General of the Executive Council and shall take part in the debates without the right to vote.



8. On convocation by its Chairman, the Executive Council shall meet in principle once a year, at headquarters. The secretariat of the Executive Council shall be provided by the International Bureau. The latter shall prepare the work of the Executive Council and send all the documents published before each meeting to the postal administrations of members of the Executive Council, the Restricted Unions and to the postal administrations of other member countries which ask for them.

9. The representative of each of the members of the Executive Council participating in its meetings, except for meetings which take place during Congress, shall be entitled to reimbursement of the cost of a 1st class return ticket for travel by air, sea or land.

10. The postal administration of the country in which the Executive Council meets shall be invited to take part in the meetings in the capacity of observer, if that country is not a member of the Executive Council.

11. The Executive Council may invite any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work to its meetings, without the right to vote. It may also invite, under the same conditions, one or more postal administrations of member countries concerned with questions on its agenda.

### **Article 103**

#### **Documentation on the activities of the Executive Council**

1. The Executive Council shall send postal administrations of member countries of the Union and Restricted Unions, for information, after each session:
  - (a) a summary record;
  - (b) the "Documents of the Executive Council" containing the reports, discussions, summary record and resolutions and decisions.
2. The Executive Council shall make to Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations at least two months before the opening of Congress.

### **Article 104**

#### **Composition, functioning and meetings of the Consultative Council for Postal Studies**

1. The Consultative Council for Postal Studies shall be composed of thirty members elected by Congress. The period of office of the Consultative Council shall correspond to the interval between two Congresses.
2. The representative of each of the members of the Consultative Council shall be appointed by the postal administration of his country. This representative shall be a qualified official of the postal administration.

3. The operational expenses of the Consultative Council shall be borne by the Union. Its members shall not receive any payment. Travelling and living expenses incurred by representatives of administrations participating in the Council shall be borne by those administrations.

4. At its first meeting, which shall be convened and opened by the Chairman of Congress, the Consultative Council shall choose from among its members a Chairman and Vice-Chairmen. The Director-General of the International Bureau shall act as Secretary-General of the Consultative Council and shall take part in the debates without the right to vote. He may also be represented.

5. The Consultative Council shall draw up its Rules of Procedure.

6. In principle, the Consultative Council shall meet every year at Union headquarters. The date and place of the meeting shall be fixed by its Chairman, in agreement with the Chairman of the Executive Council and the Director-General of the International Bureau.

7. The Chairman and the Vice-Chairmen of the Consultative Council shall form the Steering Committee. This Committee shall prepare and direct the work of each meeting of the Consultative Council and take on all the tasks which the latter decides to assign to it.

8. The functions of the Consultative Council shall be the following:

- (a) to organize the study of the most important technical, operational, economic and technical cooperation problems which are of interest to postal administrations of all member countries of the Union and to prepare information and opinions on them;
- (b) to study teaching and vocational training problems of interest to the new and developing countries;
- (c) to take the necessary steps to study and publicize the experiments and progress made by certain countries in the technical, operational, economic and vocational training fields of interest to the postal services;
- (d) to study the present position and needs of the postal services in the new and developing countries and to prepare appropriate recommendations on ways and means of improving the postal services in those countries;
- (e) to take, in consultation with the Executive Council, appropriate steps in the sphere of technical cooperation with all member countries of the Union and in particular with the new and developing countries;
- (f) to examine any other question submitted to it by a member of the Consultative Council, by the Executive Council or by any other administration of a member country.

9. The members of the Consultative Council shall take an active part in its work. Member countries not belonging to the Consultative Council may, at their request, cooperate in the studies undertaken.

10. If need be, the Consultative Council shall draw up proposals for Congress arising directly from its activities as defined in this article. These proposals shall be

submitted by the Consultative Council itself, after consultation with the Executive Council when questions within the latter's competence are concerned.

11. The Consultative Council shall, at its last session before Congress, prepare for submission to Congress the draft work programme of the next Council, taking into account the requests of member countries of the Union and of the Executive Council.

12. The Consultative Council may invite the following to take part in its meetings without the right to vote:

- (a) any international body or any qualified person whom it wishes to associate with its work;
- (b) postal administrations of member countries not belonging to the Consultative Council.

13. The Secretariat of the Consultative Council shall be provided by the International Bureau. The latter shall prepare the work of the Consultative Council in accordance with the instructions given by the Steering Committee, and shall send all documents published before each meeting to the administrations of members of the Consultative Council, to the postal administrations of countries which, while not members of the Consultative Council, cooperate in the studies undertaken, to Restricted Unions and to the postal administrations of other member countries which ask for them.

### **Article 105**

#### **Documentation on the activities of the Consultative Council for Postal Studies**

1. The Consultative Council for Postal Studies shall send postal administrations of member countries and Restricted Unions, for information, after each session:

- (a) a summary record
- (b) the "Documents of the Consultative Council for Postal Studies" containing the reports, discussions and summary record.

2. The Consultative Council shall prepare for the Executive Council an annual report on its work.

3. The Consultative Council shall prepare for Congress a comprehensive report on its work and send it to postal administrations of member countries at least two months before the opening of Congress.

### **Article 106**

#### **Rules of Procedure of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees**

1. For the organization of its work and the conduct of its debates, Congress shall apply the Rules of Procedure of Congress which are annexed to the General Regulations.

2. Each Congress may supplement or amend these Rules under the conditions laid down in the Rules of Procedure themselves.

3. Each Administrative Conference and each Special Committee shall draw up its Rules of Procedure. Until such Rules are adopted, the provisions of the Rules of Procedure of Congress annexed to these General Regulations shall be applicable insofar as they are relevant to the debates.

### Article 107

#### Languages used for the publication of documents, for debates and for official correspondence

1. The documents of the Union shall be supplied in any language, either through the intermediary of the International Bureau or by regional centres in collaboration with the International Bureau, at the request of a member country or a group of member countries.

2. Documents produced through the intermediary of the International Bureau shall be distributed simultaneously in the languages requested.

3. The costs incurred in the publication of documents by or through the intermediary of the International Bureau in any language, including any translation costs involved, shall be borne by the member country or group of member countries which has asked to receive the documents in that language.

4. The costs to be borne by a group of member countries shall be divided among them in proportion to their contributions to the expenses of the Union. These costs may be divided among the members of the language group according to another system, provided that the countries concerned agree to it and inform the International Bureau of their decision through the intermediary of the spokesman of the group.

5. The language groups set up shall themselves determine the distribution of the publications and documents translated.

6. The International Bureau shall give effect to any change in the choice of language requested by a member country after a period which shall not exceed two years.

7. For the debates of meetings of the Union's bodies the French, English, Spanish and Russian languages shall be admissible, by means of a system of interpretation—with or without electronic equipment—the choice being left to the judgment of the organizers of the meeting after consultation with the Director-General of the International Bureau and the member countries concerned.

8. Other languages shall likewise be admissible for the debates and meetings mentioned in § 7.

9. Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in § 7, either by the system indicated in the same paragraph, when the necessary technical modifications can be made, or by individual interpreters.

10. The costs of the interpretation services shall be shared among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union. However, the costs of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

11. Postal administrations may come to an understanding about the language to be used for official correspondence in their relations with one another. In the absence of such an understanding the language to be used shall be French.

## CHAPTER II

### INTERNATIONAL BUREAU

#### Article 108

##### List of member countries

The International Bureau shall prepare and keep up to date the list of member countries of the Union showing therein the contribution class of each. It shall also prepare and keep up to date the list of the Agreements and of the member countries which are parties to them.

#### Article 109

##### Functions and powers of the Director-General of the International Bureau

1. The functions and powers of the Director-General of the International Bureau shall be those expressly vested in him by the Acts of the Union and those deriving from the tasks assigned to the International Bureau.

2. The Director-General shall prepare the draft annual budget of the Union at the lowest possible level consistent with the requirements of the Union and submit it in due course to the Executive Council for consideration. He shall communicate the budget to the member countries of the Union after approval by the Supervisory Authority.

3. The Director-General shall direct the International Bureau.

4. The Director-General or his representative shall attend the meetings of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees and take part in the debates without the right to vote.

## Article 110

### Preparation of the work of Congresses, Administrative Conferences and Special Committees

The International Bureau shall prepare the work of Congresses, Administrative Conferences, Committees and Special Committees. It shall arrange the printing and distribution of the documents. It shall supply the administrations of the member countries with the necessary files for the proposals submitted to Congress.

## Article 111

### Information. Opinions. Requests for interpretation and amendment of the Acts. Inquiries. Role in the settlement of accounts.

1. The International Bureau shall be at all times at the disposal of the Executive Council, the Consultative Council for Postal Studies and postal administrations for the purpose of supplying them with any necessary information on questions relating to the service.

2. In particular it shall collect, collate, publish and distribute all kinds of information of interest to the international postal service, give an opinion, at the request of the parties involved, on questions in dispute, act on requests for interpretation and amendment of the Acts of the Union and, in general, carry out such studies and editorial or documentary work as are assigned to it by those Acts or as may be referred to it in the interest of the Union.

3. It shall also conduct inquiries requested by postal administrations to obtain the views of other administrations on a particular question. The result of an inquiry shall not have the status of a vote and shall not be formally binding.

4. It shall bring to the notice of the Chairman of the Consultative Council for Postal Studies, for any necessary action, questions which are within the competence of that organ.

5. It shall act as a clearing house in the settlement of accounts of all kinds relating to the international postal service between postal administrations requesting this facility.

## Article 112

### Technical cooperation

The International Bureau shall develop postal technical assistance in all its forms within the framework of international technical cooperation.

### **Article 113**

#### **Forms supplied by the International Bureau**

The International Bureau shall be responsible for arranging the manufacture of postal identity cards, international reply coupons, postal travellers' cheques and cheque book covers and for supplying them, at cost, to postal administrations ordering them.

### **Article 114**

#### **Acts of Restricted Unions and Special Agreements**

1. Two copies of the Acts of Restricted Unions and of Special Agreements concluded under Article 8 of the Constitution shall be sent to the International Bureau by the offices of such Unions, or failing that, by one of the contracting parties.

2. The International Bureau shall see that the Acts of Restricted Unions and Special Agreements do not include conditions less favourable to the public than those which are provided for in the Acts of the Union and shall inform postal administrations of the existence of such Unions and Agreements. The International Bureau shall notify the Executive Council of any irregularity discovered through applying this provision.

### **Article 115**

#### **Union magazine**

The International Bureau shall publish, with the aid of the documents made available to it, a magazine in Arabic, Chinese, English, French, German, Russian and Spanish.

### **Article 116**

#### **Annual report on the work of the Union**

The International Bureau shall make an annual report on the work of the Union, which shall be sent, after approval by the Executive Council, to postal administrations, the Restricted Unions and the United Nations.

**CHAPTER III****PROCEDURE FOR THE SUBMISSION  
AND CONSIDERATION OF PROPOSALS****Article 117****Procedure for submitting proposals to Congress**

1. Subject to the exceptions provided for in § 3, the following procedure shall govern the submission of proposals of all kinds to Congress by postal administrations of member countries:

- (a) proposals which reach the International Bureau at least 6 months before the date fixed for Congress shall be accepted;
- (b) no drafting proposal shall be accepted during the period of 6 months preceding the date fixed for Congress;
- (c) proposals of substance which reach the International Bureau in the interval between 6 and 4 months before the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least two administrations;
- (d) proposals of substance which reach the International Bureau during the period of 4 months preceding the date fixed for Congress shall not be accepted unless they are supported by at least eight administrations;
- (e) declarations of support shall reach the International Bureau within the same period as the proposals to which they refer.

2. Drafting proposals shall be headed "Drafting proposal" by the administrations which submit them and shall be published by the International Bureau under a number followed by the letter R. Proposals which do not bear this indication but which, in the opinion of the International Bureau, deal only with drafting points shall be published with an appropriate annotation: the International Bureau shall draw up a list of these proposals for Congress.

3. The procedure prescribed in §§ 1 and 2 shall not apply either to proposals concerning the Rules of Procedure of Congresses or to amendments to proposals already made.

**Article 118****Procedure for submitting proposals between Congresses**

1. To be eligible for consideration each proposal concerning the Convention or the Agreements submitted by a postal administration between Congresses shall be supported by at least two other administrations. Such proposals shall lapse if the International Bureau does not receive, at the same time, the necessary number of declarations of support.

2. These proposals shall be sent to other postal administrations through the intermediary of the International Bureau.



### **Article 119**

#### **Consideration of proposals between Congresses**

1. Every proposal shall be subject to the following procedure: a period of two months shall be allowed to postal administrations of member countries for consideration of the proposal notified by an International Bureau circular and for forwarding their observations, if any, to the Bureau. Amendments shall not be admissible. The replies shall be collected by the International Bureau and communicated to postal administrations with an invitation to vote for or against the proposal. Those which have not sent in their vote within a period of two months shall be considered as abstaining. The aforementioned periods shall be reckoned from the dates of the International Bureau circulars.

2. If the proposal relates to an Agreement, its Detailed Regulations or their Final Protocols, only the postal administrations of member countries which are parties to that Agreement may take part in the procedure described in § 1.

### **Article 120**

#### **Notification of decisions adopted between Congresses**

1. Amendments made to the Convention, the Agreements and the Final Protocols to those Acts shall be sanctioned by a diplomatic declaration which the Government of the Swiss Confederation shall be charged to draw up and transmit at the request of the International Bureau to the Governments of member countries.

2. Amendments made to the Detailed Regulations and their Final Protocols shall be recorded and communicated to postal administrations by the International Bureau. The same shall apply to the interpretations referred to in Article 70, § 2 (c) (ii) of the Convention and in the corresponding provisions of the Agreements.

### **Article 121**

#### **Implementation of decisions adopted between Congresses**

Any decision which has been adopted shall not take effect until at least three months after its notification.

**CHAPTER IV****FINANCE****Article 122****Fixing and regulation of the expenditure of the Union**

1. Subject to the provisions of §§ 2 to 4, the annual expenditure relating to the activities of bodies of the Union may not exceed the following sums for 1971 and subsequent years:

5,514,600 gold francs for 1971;

5,772,900 gold francs for 1972;

6,044,500 gold francs for 1973;

6,329,400 gold francs for 1974;

6,629,000 gold francs for 1975.

For the years after 1975, in case the Congress scheduled for 1974 is postponed, the annual budgets shall not exceed the sum fixed for the previous year by more than 5 per cent per annum.

2. The expenditure relating to the convening of the next Congress (travelling expenses of the secretariat, transport charges, cost of installing simultaneous interpretation equipment, cost of producing documents during the Congress, etc.) shall not exceed the limit of 539,000 gold francs.

3. On the recommendation of the Executive Council, the Supervisory Authority may authorize the limits laid down in §§ 1 and 2 to be exceeded to take account of increases in salary scales, pension contributions or allowances, including post adjustments, approved by the United Nations for application to its staff working in Geneva.

4. If the credits authorized in §§ 1 and 2 prove inadequate to ensure the smooth running of the Union, these limits may only be exceeded with the approval of the majority of the member countries of the Union. Any consultation shall include a complete description of the facts justifying such a request.

5. Countries which accede to the Union or are admitted to the status of members of the Union as well as those which leave the Union shall pay their contributions for the whole of the year during which their admission or withdrawal becomes effective.

6. The Government of the Swiss Confederation shall make the necessary advances and supervise book-keeping and accounting of the International Bureau within the limit of credit fixed by Congress.

7. The sums advanced by the Government of the Swiss Confederation in accordance with § 5 shall be repaid by the debtor postal administrations in the shortest possible time and at the latest before 31 December of the year in which the account is sent. After that period the sums due shall be chargeable with interest in

favour of the said Government at the rate of 5 per cent per annum, reckoned from the date of expiry of that period.

### Article 123

#### Contribution classes

Member countries shall be divided, in accordance with Article 21, § 4 of the Constitution, into 7 classes and contribute to the expenses of the Union in the following proportions:

1st class, 25 units	5th class, 5 units
2nd class, 20 units	6th class, 3 units
3rd class, 15 units	7th class, 1 unit
4th class, 10 units	

### Article 124

#### Payment for supplies from the International Bureau

Supplies provided by the International Bureau to postal administrations against payment shall be paid for in the shortest possible time and at the latest within six months from the first day of the month following that in which the account is sent by the Bureau. After that period the sums due shall be chargeable with interest in favour of the Government of the Swiss Confederation which advanced them, at the rate of 5 per cent per annum reckoned from the date of expiry of that period.

## CHAPTER V

### ARBITRATION

#### Article 125

##### Arbitration procedure

1. If a dispute has to be settled by arbitration, each of the postal administrations party to the case shall select a postal administration of a member country not directly involved in the dispute. When several administrations make common cause, they shall count only as a single administration for the purposes of this provision.

2. If one of the administrations party to the case does not act on a proposal for arbitration within a period of six months, the International Bureau, if so requested, shall itself call upon the defaulting administration to appoint an arbitrator or shall itself appoint one *ex officio*.

3. The parties to the case may agree to appoint a single arbitrator which may be the International Bureau.

4. The decision of the arbitrators shall be taken by a majority of votes.

5. In the event of a tie the arbitrators shall select another postal administration, not involved in the dispute either, to settle the matter. Should they fail to agree on the choice, this administration shall be appointed by the International Bureau from among administrations not proposed by the arbitrators.

6. If the dispute concerns one of the Agreements, the arbitrators may be appointed only from among the administrations that are parties to that Agreement.

## CHAPTER VI

### FINAL PROVISIONS

#### Article 126

##### **Conditions of approval of proposals concerning the General Regulations.**

To become effective, proposals submitted to Congress relating to these General Regulations shall be approved by a majority of the member countries represented at Congress. Two-thirds of the member countries of the Union shall be present at the time of voting.

#### Article 127

##### **Proposals concerning the Agreements with the United Nations**

The conditions of approval referred to in Article 126 shall apply equally to proposals designed to amend the Agreements concluded between the Universal Postal Union and the United Nations, insofar as those Agreements do not lay down conditions for the amendment of the provisions they contain.

#### Article 128

##### **Entry into force and duration of the General Regulations**

These General Regulations shall come into force on 1 July 1971 and shall remain in operation until the entry into force of the Acts of the next Congress.

In witness whereof the Plenipotentiaries of the Governments of the member countries have signed these General Regulations in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the Country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969

*Signatures*

*(The same countries as at pages 9 to 27)*

*[For ratifications etc. see page 122]*

**FINAL PROTOCOL  
TO THE GENERAL REGULATIONS OF  
THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

At the moment of proceeding to signature of the General Regulations of the Universal Postal Union concluded this day, the undersigned Plenipotentiaries have agreed the following:

**Article I**

**Executive Council and Consultative Council for Postal Studies**

The provisions of the General Regulations relating to the organization and functioning of the Executive Council and of the Consultative Council for Postal Studies shall be applicable in advance of the coming into operation of those Regulations.

**Article II**

**Expenditure of the Union**

1. Notwithstanding Article 128 the annual expenditure (ordinary and extraordinary) relating to the work of the Union's bodies for 1970 shall not exceed 5,460,000 gold francs, a sum which includes a maximum amount of 560,000 gold francs for the non-recurring expenditure relating to the new building of the International Bureau.

2. Notwithstanding Article 128, the ceiling of annual expenditure relating to the work of the Union's bodies provided for in Article 122 for 1971 shall be applicable as from 1 January 1971.

In witness whereof, the undermentioned Plenipotentiaries have drawn up this Protocol, which shall have the same force and the same validity as if its provisions were inserted in the text of the General Regulations themselves, and they have signed it in a single original which shall be deposited in the Archives of the Government of the country in which the seat of the Union is situated. A copy thereof shall be delivered to each party by the Government of the country in which Congress is held.

Done at Tokyo, 14 November 1969.

*Signatures*

*(The same countries as at pages 9 to 27)*

# GENERAL REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION-ANNEX

## Rules of Procedure of Congresses<sup>1</sup>

### Summary

Art.

1. General provisions
2. Delegations
3. Delegates' credentials
4. Order of seating
5. Observers
6. Doyen of Congress
7. Chairmanships and Vice-Chairmanships of Congress and Committees
8. Officers of Congress
9. Committees
10. Working Parties
11. Membership of Committees
12. Secretariat of Congress and of Committees
13. Languages of debates
14. Languages used for drafting Congress documents
15. Proposals
16. Consideration of proposals in Congress and in Committees
17. Debates
18. Motions on points of order
19. Quorum. General provisions concerning voting
20. Voting procedure
21. Conditions for approval of proposals
22. Minutes
23. Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc.)
24. Reservations to Acts
25. Signature of Acts
26. Additions made to the Rules
27. Amendment of the Rules

---

<sup>1</sup> By resolution C 30, Congress instructed the Executive Council to study the following questions in connection with these Rules:

- (1) Adoption of separate quorums for opening the discussion of questions submitted to Congress on the one hand and voting on such questions on the other hand;
- (2) Deletion of Article 21, § 3;
- (3) Suggestion concerning the conditions of approval of proposals (replacing in the Rules of Procedure, the indication of the majorities required by a reference back to the Acts of the Union);
- (4) Insertion of an article relating to the elections of the members of the permanent collective bodies;
- (5) Re-opening of questions which have already been decided by Congress.

At its 25th plenary meeting, Congress decided that adoption by the next Congress of proposals resulting from the studies undertaken by the Executive Council under resolution C 30 (for the inclusion of a new provision, or the deletion, amendment, or retention of a provisionally adopted rule) would require a simple majority.

## RULES OF PROCEDURE OF CONGRESSES

### Article I

#### General Provisions

The present Rules of Procedure (hereinafter referred to as "the Rules") have been drawn up pursuant to the Acts of the Union and are subordinate to them. In the event of a discrepancy between one of their provisions and a provision of the Acts, the latter shall prevail.

### Article 2

#### Delegations

1. The term "delegation" shall denote the person or body of persons designated by a member country to take part in a Congress. The delegation shall consist of a Head of Delegation and, if appropriate, his deputy, one or more delegates and, possibly, one or more attached officials (including experts, secretaries, etc.).

2. Heads of Delegation, their deputies and also delegates, shall be representatives of member countries within the meaning of Article 14, § 2 of the Constitution if in possession of credentials which comply with the conditions laid down in Article 3 of these Rules.

3. Attached officials shall be admitted to meetings, but they shall not normally have the right to vote. However, they may be authorized by the Head of their Delegation to vote on behalf of their country at Committee meetings. Such authorizations shall be handed, in writing, to the Chairman of the Committee concerned, before the beginning of the meeting.

### Article 3

#### Delegates' credentials

1. Delegates' credentials shall be signed by the Head of State, the Head of Government or the Minister for Foreign Affairs of the country concerned. They shall be drawn up in due and proper form. The credentials of delegates entitled to sign the Acts (Plenipotentiaries) shall specify the scope of such signature (signature subject to ratification or approval, signature ad referendum, definitive signature). In the absence of such specific information, the signature shall be regarded as being subject to ratification or approval. Credentials authorizing the holder to sign the Acts shall implicitly include the right to vote. Delegates in possession of credentials which do not expressly authorize them to sign the Acts shall only be entitled to take part in the debates and to vote.

2. Credentials shall be deposited at the opening of Congress with the authority designated for that purpose.

3. Delegates who are not in possession of credentials or who have not deposited their credentials may, provided their names have been communicated by their Government to the Government of the host country, take part in the debates and vote from the moment they participate in the work of Congress. The same shall apply to those whose credentials are found to be not in order. Such delegates shall cease to be empowered to vote from the time Congress approves the report of the Credentials Committee establishing that their credentials have not been received or are not in order until such time as the position is regularized.

4. The credentials of a member country which arranges for the delegation of another member country to represent it at Congress (proxy) shall be in the same form as those mentioned in § 1.

5. Credentials and proxies sent by telegram shall not be admissible. However, telegrams sent in reply to requests for information relating to credentials shall be accepted.

6. A delegation which, after it has deposited its credentials, is prevented from attending one or more meetings, may arrange to be represented by the delegation of another country, provided that notice in writing is given to the Chairman of the meeting concerned. However, a delegation may represent only a single country other than its own.

7. The delegates of member countries which are not parties to an Agreement may take part in the debates of Congress concerning that Agreement, without the right to vote.

#### **Article 4**

##### **Order of seating**

1. At Congress and Committee meetings, delegations shall be seated in the French alphabetical order of the member countries represented.

2. The Chairman of the Executive Council shall draw lots, in due course, for the name of the country to be placed foremost before the rostrum at Congress and Committee meetings.

#### **Article 5**

##### **Observers**

1. Representatives of the United Nations may take part in the debates of Congress.

2. Observers from international intergovernmental organizations designated by the Executive Council shall be admitted to meetings of Congress when questions of interest to these organizations are being discussed.



3. Qualified representatives of the Restricted Unions established in accordance with Article 8, § 1 of the Constitution shall also be admitted as observers when the Unions concerned express a wish to that effect.

4. The observers referred to in §§ 1 to 3 shall take part in the debates without the right to vote.

5. Requests from non-governmental organizations to take part in Congress shall be subject to an express decision of Congress in each case.

## Article 6

### Doyen of Congress

1. The postal administration of the host country of Congress shall suggest the person to be appointed as Doyen of Congress in agreement with the International Bureau. The Executive Council shall approve this appointment in due course.

2. At the opening of the first plenary meeting of each Congress, the Doyen shall act as Chairman until Congress has elected one. He shall also exercise the functions assigned to him under the present Rules.

## Article 7

### Chairmanships and Vice-Chairmanships of Congress and Committees

1. At its first plenary meeting, on the proposal of the Doyen, Congress shall appoint the member country and the four member countries which are to act as Chairman and Vice-Chairmen, respectively, of Congress. These posts shall be assigned taking as much account as possible of the geographical distribution of the member countries.

2. On the Doyen's proposal, Congress shall also designate the member countries which are to act as Chairmen and Vice-Chairmen of the Committees.

3. The Chairmen shall open and close the meetings over which they preside, direct the debates, give speakers the floor, put proposals to the vote and announce what majority is required for their adoption, announce decisions and, subject to the approval of Congress, interpret such decisions if necessary.

4. The Chairmen shall see that the present Rules are observed and that order is maintained at meetings.

5. Any delegation may appeal to Congress or the Committee against a decision taken by the Chairman on the basis of a provision or interpretation of the Rules. The Chairman's decision shall nevertheless hold good unless rescinded by a majority of the members present and voting.

6. Should the member country appointed to the Chairmanship be no longer able to exercise this function, one of the Vice-Chairmen shall be appointed by Congress or the Committee to replace it.

## Article 8

### Bureau of Congress

1. The Bureau shall be the central body responsible for directing the work of Congress. It shall consist of the Chairman and Vice-Chairmen of Congress and also of the Chairmen of Committees. It shall meet periodically to review the progress of the work of Congress and its Committees and to make recommendations designed to facilitate such progress. It shall assist the Chairman in drawing up the agenda of each plenary meeting and in coordinating the work of the Committees. It shall make recommendations relating to the closing of Congress.

2. The Secretary-General of Congress and the Assistant Secretary-General, mentioned in Article 12, § 1, shall attend the meetings of the Bureau.

## Article 9

### Committees

Congress shall determine the number of Committees required to carry out its work and shall specify their functions.

## Article 10

### Working Parties

Each Committee may set up Working Parties to study special questions.

## Article 11

### Membership of Committees

1. The member countries represented in Congress shall, as of right, be members of the Committees responsible for studying proposals relating to the Constitution, the General Regulations, the Convention and its Detailed Regulations.

2. Member countries represented in Congress which are parties to one or more of the optional Agreements shall, as of right, be members of the Committee and/or Committees responsible for the revision of these Agreements. The right to vote of members of the Committee or Committees shall be confined to the Agreement or Agreements to which they are parties.

3. Delegations which are not members of Committees dealing with the Agreements and their Detailed Regulations may attend meetings of those Committees and take part in the debates without the right to vote.

## Article 12

### Secretariat of Congress and of Committees

1. The Director-General and the Deputy Director-General of the International Bureau shall act as Secretary-General and Assistant Secretary-General of Congress, respectively.

2. The Secretary-General and the Assistant Secretary-General shall attend the meetings of Congress and of the Bureau of Congress and take part in the debates without the right to vote. They may also attend, under the same conditions, Committee meetings or be represented thereat by a senior official of the International Bureau.

3. The work of the Secretariat of Congress, the Bureau of Congress and the Committees shall be performed by the staff of the International Bureau in conjunction with the administration of the host country.

4. Senior officials of the International Bureau shall act as Secretaries of Congress, of the Bureau of Congress and of Committees. They shall assist the Chairman during meetings and shall be responsible for writing the minutes or reports.

5. Secretaries of Congress and of Committees shall be assisted by Assistant Secretaries.

6. Rapporteurs proficient in French shall take the minutes of Congress and Committees.

## Article 13

### Languages of debates

1. Subject to § 2, English, French, Russian and Spanish may be used for debates, by means of a system of simultaneous or consecutive interpretation.

2. The debates of the Drafting Committee shall be held in French.

3. Other languages may also be used for the debates mentioned in § 1. The language of the host country shall have priority in this connection. Delegations using other languages shall arrange for simultaneous interpretation into one of the languages mentioned in § 1, either by means of the simultaneous interpretation system, when the necessary technical alterations can be made, or by special interpreters.

4. The cost of installing and maintaining the technical equipment shall be borne by the Union.

5. The cost of the interpretation services shall be divided among the member countries using the same language in proportion to their contributions to the expenses of the Union.

#### **Article 14**

##### **Languages used for drafting Congress documents**

1. Documents prepared during Congress including draft decisions submitted to Congress for approval shall be published in French by the Secretariat of Congress.

2. To this end, documents produced by delegations of member countries shall be submitted in French, either direct or through the intermediary of the translation services attached to the Congress Secretariat.

3. The above services, organized at their own expense by the language groups set up in accordance with the relevant provisions of the General Regulations, may also translate Congress documents into their respective languages.

#### **Article 15**

##### **Proposals**

1. All questions brought before Congress shall be the subject of proposals.

2. All proposals published by the International Bureau before Congress shall be regarded as being submitted to Congress.

3. From the time Congress opens, no proposal shall be considered except those amending earlier proposals.

4. The following shall be regarded as amendments: any proposal involving a deletion from, or an addition to, part of the original proposal or the revision of a part of that proposal. No proposed change shall be regarded as an amendment if Congress or the Committee considers that it is incompatible with the original proposal.

5. Amendments submitted at Congress to proposals already made shall be handed in to the Secretariat in writing, in French, before noon on the day but one before the day on which they will be discussed, so that they can be distributed to delegates the same day. This time-limit shall not apply to amendments arising directly from the debates in Congress or in a Committee. In the latter case, if so requested, the author of the amendment shall submit a written version in French, or in case of difficulty, in any other language used for debates. The Chairman concerned shall read it out or have it read out.

6. The procedure laid down in § 5 shall also apply to the submission of proposals that are not designed to amend the text of the Acts (draft resolutions, draft recommendations, draft formal opinions, etc.).

7. Any proposal or amendment shall give the final form of the text which is to be inserted in the Acts of the Union, subject, of course, to revision by the Drafting Committee.

## Article 16

### Consideration of proposals in Congress and in Committees

1. In order to be accepted for discussion, proposals submitted by one delegation only must be supported in Congress or in Committee by at least one other delegation. This provision shall not apply to proposals emanating either from several administrations acting collectively or from a UPU body empowered to put forward proposals.

2. Drafting proposals (the number of which shall be followed by the letter R) shall be assigned to the Drafting Committee either direct, if the International Bureau has no doubt as to their nature (a list of such proposals shall be drawn up for the Drafting Committee by the International Bureau), or, if the International Bureau is in doubt as to their nature, after the other Committees have confirmed that they are purely of a drafting nature (a list of such proposals shall likewise be drawn up for the Committees concerned). If, however, such proposals are linked with other proposals of substance to be considered by Congress or by other Committees, the Drafting Committee shall postpone consideration of them until after Congress or the other Committees have taken a decision on the corresponding proposals of substance. Proposals whose numbers are not followed by the letter R but which, in the opinion of the International Bureau, are of a drafting nature, shall be referred direct to the Committees concerned with the corresponding proposals of substance. When these Committees begin work, they shall decide which of the proposals shall be assigned direct to the Drafting Committee. A list of these proposals shall be drawn up by the International Bureau for the Committees concerned.

3. If the same question is the subject of several proposals, the Chairman shall decide the order in which they are to be discussed, starting, as a rule, with the proposal which departs most from the basic text and entails the most significant change in relation to the *status quo*.

4. If a proposal can be subdivided into several parts, each part may, if the originator of the proposal or the Assembly so agrees, be considered and voted upon separately.

5. Any proposal withdrawn in Congress or in Committee by its originator may be re-submitted by the delegation of another member country.

6. If there is an amendment to a proposal, the amendment shall be voted upon first. However, any amendment to a proposal which is accepted by the delegation submitting the proposal shall be immediately included in the text thereof.

7. If there are several amendments to a proposal, that which departs most from the original text shall be put to the vote first; the remaining amendments shall then be voted on, beginning with that which contains the next greatest departure from the original text, and so on until all the amendments have been considered. If one or more amendments are adopted, the proposal so amended shall then itself be put to the vote. If no amendment is adopted, a vote shall be taken on the initial proposal.

8. The Chairman of Congress and the Chairmen of Committees shall arrange for the text of the proposals, amendments or decisions adopted to be passed to the Drafting Committee, in writing, after each meeting.

## Article 17

### Debates

1. Delegates may not take the floor until they have been given permission to do so by the Chairman of the meeting. They shall be urged to speak slowly and distinctly. The Chairman shall afford delegates the possibility of freely and fully expressing their views on the subject discussed, so long as that is compatible with the normal course of the debate.

2. Unless a majority of the members present and voting decides otherwise, speeches shall not exceed five minutes. The Chairman shall be authorized to interrupt any speaker who exceeds the said authorized time. He may also ask the delegate not to depart from the subject.

3. During a debate, the Chairman may, with the agreement of the majority of the members present and voting, declare the list of speakers closed, after reading it out. When the list is exhausted, he shall declare the debate closed, although even after the closing of the list he may grant the right to reply to any of the speeches delivered.

4. The Chairman may also, with the agreement of the majority of the members present and voting, limit the number of speeches by any one delegation on a proposal or a certain group of proposals; but the originator of the proposal shall be given the opportunity of introducing it and speaking subsequently if he asks to do so, in order to make new points in reply to the speeches of other delegations, so that he may, if he wishes, be the last speaker.

5. With the agreement of the majority of the members present and voting, the Chairman may limit the number of speeches on a proposal or a certain group of proposals; but this limit may not be less than five for and five against the proposal under discussion.

## Article 18

### Motions on points of order

1. It shall be permissible at any time to ask to speak on a point of order or for a personal reason. Such a request shall be discussed forthwith so that a decision may be taken without delay.

2. A delegation which submits a motion on a point of order may not touch on the substance of the problem under discussion.

3. The order of priority of motions on points of order is as follows:

- (a) a call to order;
- (b) suspension of the meeting;
- (c) closure of the meeting;
- (d) adjournment of the debate on the question under discussion;
- (e) closure of the debate on the question under discussion;
- (f) any other motion (e.g. a motion to change the order fixed by the Chairman for examining the proposals, questions of competence), the order of priority of which shall have been decided by the Chairman.

4. During the discussion of a question, a delegation may propose that the meeting be suspended or closed giving its reasons for so proposing. If this proposal is supported, two speakers shall be allowed to speak against the suspension or closure of the meeting and only on that subject, after which the motion shall be put to the vote.

5. A delegation may propose adjournment of the debate on any question for a specified period. In this case, only two speakers against the adjournment may speak, after which the motion shall be put to the vote.

6. A delegation may, at any time, propose that the debate on the question under discussion be closed. In that case, only two speakers against the motion may speak after which the motion shall be put to the vote.

7. The proposer may withdraw a motion on points of order before it has been put to the vote. Any motion, whether amended or not, which is so withdrawn may be re-introduced by another delegation.

## Article 19

### Quorum. General provisions concerning voting

1. In order that Congress or Committees may hold a valid meeting, subject to the provisions of Article 21, 1 (a) and (b), half the member countries represented in Congress or on the Committee and having the right to vote must be present or represented at the meeting. Regarding the Agreements, the quorum shall be formed by the presence or representation at the meeting of only half of the member countries represented which are parties to the Agreement concerned.<sup>1</sup>

<sup>1</sup> The provisions of § 1 will be the subject of a study by the Executive Council, and the 17th Congress will decide, by simple majority, on the deletion, amendment or retention of these provisions. (Tokyo Congress, 25th plenary meeting.) See also note after summary of Rules of Procedure.

2. Questions which cannot be settled by common consent shall be decided by vote.

3. Delegations which are present but do not take part in a given vote, or which state that they do not wish to take part therein, shall not be regarded as being absent for the purpose of determining whether a quorum is formed as required in § 1.

4. When the number of abstentions, and blank or null and void ballot papers exceeds half the number of votes cast (for, against and abstentions), consideration of the matter shall be deferred until a subsequent meeting, at which abstentions and blank or null and void ballot papers shall be disregarded.

## Article 20

### Voting procedures

1. Votes shall be taken by the traditional system or by the electronic voting system. They shall normally be taken by the electronic system when that system is available to the assembly. However, in the case of a secret ballot, the traditional system may be used if one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests.

2. For the traditional system, the methods of voting shall be as follows:

- (a) by show of hands. If there is doubt about the result of such a vote, the Chairman, if he so wishes or if a delegation so requests, may arrange for a roll-call vote on the same question;
- (b) by roll-call, at the request of a delegation or if so decided by the Chairman. The roll shall be called according to the French alphabetical order of the countries represented, beginning with the country whose name is drawn by lot by the Chairman. The result of the vote together with a list of the countries grouped according to the way they voted, shall be included in the minutes of the meeting;
- (c) by secret ballot, using ballot papers, if requested by two delegations. In this case, the Chairman of the meeting shall appoint three tellers and make the necessary arrangements for the holding of a secret ballot.

3. For the electronic system, the methods of voting shall be as follows:

- (a) non-recorded vote: it replaces a vote by show of hands;
- (b) recorded vote: it replaces a roll-call vote; however, the names of the countries shall not be called unless one delegation, supported by a majority of the delegations present and voting, so requests;
- (c) secret ballot: it replaces the secret ballot by ballot papers.

4. Once the voting has begun, no delegation may interrupt it, except to raise a point of order relating to the way in which the vote is being taken.

5. After the vote, the Chairman may permit delegates to explain why they voted as they did.



## Article 21

### Conditions of approval of proposals

1. To be adopted, proposals involving amendments to the Acts must:
  - (a) in the case of the Constitution, be approved by at least two-thirds of the member countries of the Union;
  - (b) in the case of the General Regulations, be approved by a majority of the member countries represented in Congress; two-thirds of the member countries of the Union shall be present when the vote is taken;
  - (c) in the case of the Convention and its Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting;
  - (d) in the case of the Agreements and their Detailed Regulations, be approved by a majority of the member countries present and voting which are parties to the Agreements.

2. Procedural matters which cannot be settled by common consent shall be decided by a majority of the member countries present and voting. The same shall apply to decisions not concerning changes in the Acts, unless Congress decides otherwise by a majority of the member countries present and voting.

3. Questions of competence which may arise shall be settled in accordance with the majorities laid down in § 1, under the Act of the Union which would apply to the subject for discussion had it been the subject of a special provision.<sup>1</sup>

4. Subject to the provisions of Article 19, § 4, "member countries present and voting" means member countries voting "for" or "against", abstentions being ignored in counting the votes required to constitute a majority as well as blank or null and void ballot papers in the case of a secret ballot.

5. In the event of a tie, a proposal shall be regarded as rejected.

## Article 22

### Minutes

1. The minutes of the meetings of Congress and Committees shall record the course of the meetings, briefly summarize speeches, and mention proposals and the outcome of the debates. Minutes shall be prepared of the plenary meetings and summarized minutes of the Committee meetings.

2. The minutes of Committee meetings may be entirely or partially replaced by reports to Congress if the Committee concerned so decides. As a general rule, Working Parties shall prepare a report for the body that set them up.

3. Each delegate, however, shall be entitled to ask for any statement made by him to be included in the minutes or in the report either verbatim or in summary form, provided the French text is handed to the Secretariat not later than two hours after the end of the meeting.

<sup>1</sup> This paragraph will be the subject of a study by the Executive Council and the 17th Congress will decide by simple majority on the deletion, amendment or retention of this provision (Tokyo Congress, 25th plenary meeting). See also note after summary of Rules of Procedure.

4. Delegates shall be allowed a period of twenty-four hours, from the moment when the draft minutes or the draft report are distributed, in which to make their comments to the Secretariat, which, if necessary, shall act as an intermediary between the party concerned and the Chairman of the meeting in question.

5. As a general rule and subject to the provisions of § 4, at the beginning of each meeting of Congress, the Chairman shall submit the minutes of a previous meeting for approval. The same shall apply in regard to those Committees whose proceedings are recorded in the form of minutes or a report. The minutes or reports of the last meetings which it has not been possible to approve in Congress or in a Committee shall be approved by the respective Chairmen of the meetings. The International Bureau shall also take account of any comments received from delegates of member countries within forty days of the dispatch of the minutes to them.

6. The International Bureau shall be authorized to correct in the minutes or reports of meetings of Congress and Committees any material errors which were not brought to light when the minutes were approved in accordance with § 5.

### Article 23

#### Approval by Congress of draft decisions (Acts, resolutions, etc.)

1. As a general rule, each draft Act submitted by the Drafting Committee shall be studied article by article. It shall only be regarded as adopted after an overall favourable vote. The provisions of Article 21, § 1 shall apply to such a vote.

2. During this study, any delegation may reopen a proposal which has been carried or rejected in Committee. An appeal relating to a rejected proposal shall be subject to the delegation's having notified the Chairman of Congress accordingly, in writing, at least one day before the meeting at which the relevant provision of the draft Act is to be submitted to Congress for approval.<sup>1</sup>

3. Nonetheless, it shall always be possible, if the Chairman considers it desirable for the progress of Congress work, to consider appeals before considering the draft Acts submitted by the Drafting Committee.

4. The International Bureau shall be authorized to correct in the final Acts any material errors which have not come to light during the study of the draft Acts, the numbering of articles and paragraphs and references.

5. The provisions of §§ 2 to 4 shall also apply to draft decisions other than draft Acts (resolutions, formal opinions, etc.).

### Article 24

#### Reservations to Acts

Reservations must be submitted in writing in French (proposals concerning the Final Protocol), in order that they may be considered by Congress before the signing of Acts.

<sup>1</sup> See also note after summary of Rules of Procedure.

**Article 25****Signature of Acts**

Acts finally approved by Congress shall be submitted to the Plenipotentiaries for signature.

**Article 26****Additions made to the Rules**

Each Congress may supplement the present Rules. Supplementary proposals, which may not be at variance with the provisions of the Rules, shall be considered, unless they are submitted by a body of the UPU, only if they are supported in Congress by at least ten delegations; to be carried they must receive the votes of a majority of the member countries present and voting.

**Article 27****Amendment of the Rules**

1. Each Congress may also amend the Rules of Procedure. In order to be accepted for discussion, proposals to amend the present Rules, unless submitted by a UPU body empowered to put forward proposals, shall be supported in Congress by at least ten delegations.
2. To be adopted, proposals for amendments to the present Rules must be approved by at least two-thirds of the member countries represented in Congress.

So adopted at Tokyo on 14 November 1969.

RATIFICATIONS OF THE ADDITIONAL PROTOCOL TO THE  
CONSTITUTION OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Ratification</i>
Australia (including the Territories of Papua, Norfolk Island, Cocos (Keeling) Islands and Christmas Island, the Territory of Heard Island and McDonald Islands, the Australian Antarctic Territory <sup>1</sup> and the Trust Territory of New Guinea)	12 Nov. 1971
Austria	27 Aug. 1971
Belgium	21 May 1971
Bhutan	28 June 1971
Bolivia	20 July 1972
Canada	15 Oct. 1971
Chad	6 Jan. 1972
Chile	20 Sept. 1972
*China, Republic of	3 Feb. 1972
Cyprus	28 Sept. 1972
Denmark	17 Feb. 1971
Finland	21 July 1972
France	9 Dec. 1970
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications	9 Dec. 1970
Gabon	23 Nov. 1972
Germany, Federal Republic of (including Land Berlin)	5 Oct. 1971
Greece	31 May 1972
Iceland	29 Mar. 1971
India	17 Nov. 1972
Iraq	4 Nov. 1971
Ireland, Republic of	30 June 1971
Israel	2 Sept. 1971
Italy	30 Aug. 1972
Japan	8 June 1971
Khmer Republic (formerly Cambodia)	3 Aug. 1972
Korea	3 Mar. 1971
Kuwait	26 May 1972
Laos	2 Feb. 1972
Liechtenstein	5 Nov. 1971
Luxembourg	6 Aug. 1971
Mali	18 Aug. 1972
Monaco	14 July 1971
Netherlands <sup>2</sup>	7 Sept. 1971
Netherlands Antilles and Surinam	7 Sept. 1971
New Zealand (including Cook Islands, Niue and Tokelau Islands)	12 Nov. 1971
Niger	21 June 1971

\* Not recognized by the United Kingdom.

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Ratification</i>
Pakistan	10 Oct. 1972
Portugal	15 Oct. 1971
Portuguese Provinces in West Africa	24 Oct. 1972
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania	21 Sept. 1972
San Marino	1 July 1971
Singapore	19 Jan. 1972
Sweden	1 Oct. 1971
Switzerland	23 Mar. 1971
Syrian Arab Republic	15 Sept. 1971
Thailand	23 Jan. 1971
Togo	15 Dec. 1971
Tunisia	16 Nov. 1971
United Arab Republic	3 June 1971
United Kingdom (including the Channel Islands and the Isle of Man)	30 June 1972
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom are responsible	30 June 1972
United States of America	22 July 1971
Ensemble of Territories of the United States of America, including the Trust Territory of the Pacific Islands	22 July 1971
Upper Volta	12 Mar. 1971
Yemen Arab Republic	1 Sept. 1971
Yugoslavia	10 Sept. 1971

#### ACCESSIONS

Bangladesh	7 Feb. 1973 (effective date)
Fiji	14 Aug. 1972
Lesotho	9 Nov. 1971
Oman	17 Aug. 1971 (effective date)
Somalia	9 Dec. 1971
South Africa	5 Apr. 1972
Swaziland	8 June 1971
Tonga	26 Jan. 1972 (effective date)
Yemen, People's Democratic Republic of (with declaration) <sup>3</sup>	20 Apr. 1971

## DECLARATIONS

<sup>1</sup> In a communication dated 26 January 1972 the Swiss Government circulated the following declaration by the Government of the United States of America:

“With particular reference to the notification regarding the ratification by the Commonwealth of Australia of specified Acts of the XVIth Universal Postal Congress signed at Tokyo on November 14, 1969, it is noted that the Australian instrument of ratification contains a declaration that the ratification includes certain specified territories, among which is ‘the Australian Antarctic Territory’. The Government of the United States of America wishes to point out that it does not recognize any of the claims of sovereignty which have been asserted over territory in Antarctica. Moreover, the Government of the United States of America reserves all of the rights of the United States of America with respect to Antarctica. Attention is invited, in this connection, to Article IV of the Antarctica Treaty, signed at Washington on December 1, 1959.”

<sup>2</sup> In a communication to the Swiss Government dated 9 May 1972 the Government of the Kingdom of the Netherlands declared, in connexion with ratification by the Republic of China:

“Considering that the Kingdom of the Netherlands recognises the People’s Republic of China as the sole lawful Government of China, the Royal Government cannot attach any value to the ratification referred to above.”

<sup>3</sup> The instrument of accession of the Government of the People’s Democratic republic of Yemen contains the following declaration:

“However, our signatures on the aforesaid documents of Universal Postal Union will not in any way be valid in the case of Israel as we do not recognise that country.”\*

\* In a communication addressed to the Swiss Government dated 17 July 1972 the Government of Israel declared:

“In the view of the Government of Israel, this political declaration is incompatible with the basic provisions of the Constitution of the Universal Postal Union, which creates ‘a single postal territory for the reciprocal exchange of letter post items. Freedom of transit is guaranteed throughout the entire territory of the Union’ (Article 1(1)). It should be noted that Article 19 of the 1969 Vienna Convention on the Law of Treaties specifically excludes the formulation of reservations which are ‘incompatible with the object and purpose of the treaty’. The Government of Israel therefore regards the above-mentioned declaration as devoid of legal validity and incapable of affecting the obligations assumed by the People’s Democratic Republic of Yemen, when adhering to the Acts of the Postal Union.”

**RATIFICATIONS AND APPROVALS OF THE GENERAL  
REGULATIONS OF THE UNIVERSAL POSTAL UNION**

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Australia (including the Territories of Papua, Norfolk Island, Cocos (Keeling) Islands and Christmas Island, the Territory of Heard Island and McDonald Islands, the Australian Antarctic Territory and the Trust Territory of New Guinea) (R)	12 Nov. 1971
Austria (R)	27 Aug. 1971
Belgium (A)	21 May 1971
Bhutan (R)	28 June 1971
Bolivia (R)	20 July 1972
Canada (A)	15 Oct. 1971
Chad (R)	6 Jan. 1972
Chile (R)	20 Sept. 1972
*China, Republic of (R)	3 Feb. 1972
Cyprus (A)	28 Sept. 1972
Denmark (R)	17 Feb. 1971
Finland (R)	21 July 1972
France (A)	18 Feb. 1971
Ensemble of Territories represented by the French Office of Overseas Post and Telecommunications (A)	18 Feb. 1971
Gabon (R)	23 Nov. 1972
Germany, Federal Republic of (including Land Berlin) (R)	5 Oct. 1971
Greece (R)	31 May 1972
Iceland (R)	29 Mar. 1971
India (A)	17 Nov. 1972
Iraq (R)	4 Nov. 1971
Ireland, Republic of (R)	30 June 1971
Israel (R)	2 Sept. 1971
Italy (R)	30 Aug. 1972
Japan (A)	8 June 1971
Khmer Republic (formerly Cambodia) (R)	3 Aug. 1972
Korea, Republic of (R)	3 Mar. 1971
Kuwait (R)	26 May 1972
Laos (A)	15 Oct. 1971
Liechtenstein (R)	5 Nov. 1971
Luxembourg (R)	6 Aug. 1971
Mali (R)	18 Aug. 1972
Monaco (R)	14 July 1971
Netherlands (R)	7 Sept. 1971
Netherlands Antilles and Surinam (R)	7 Sept. 1971
New Zealand (including Cook Islands, Niue and Tokelau Islands) (A)	12 Nov. 1971
Niger (A)	21 June 1971

\* Not recognized by the United Kingdom

<i>State</i>	<i>Date of Deposit of Instrument</i>
Pakistan (A)	10 Oct. 1972
Portugal (A)	15 Oct. 1971
Portuguese Provinces in West Africa (A)	24 Oct. 1972
Portuguese Provinces in East Africa, Asia and Oceania (A)	21 Sept. 1972
San Marino (R)	1 July 1971
Singapore (A)	19 Jan. 1972
Sweden (R)	1 Oct. 1971
Switzerland (R)	23 Mar. 1971
Syrian Arab Republic (R)	15 Sept. 1971
Thailand (A)	24 Mar. 1971
Togo (R)	15 Dec. 1971
Tunisia (R)	16 Nov. 1971
United Arab Republic (R)	3 June 1971
United Kingdom (A)	30 June 1972
Overseas Territories for whose international relations the Government of the United Kingdom are responsible (A)	30 June 1972
United States of America (R)	22 July 1971
Ensemble of Territories of the United States of America, including the Trust Territory of the Pacific Islands (R)	22 July 1971
Upper Volta (A)	29 May 1971
Yemen Arab Republic (A)	1 Sept. 1971
Yugoslavia (R)	10 Sept. 1971

#### ACCESSIONS

Bangladesh	7 Feb. 1973 (effective date)
Fiji	14 Aug. 1972
Lesotho	9 Nov. 1971
Oman	17 Aug. 1971 (effective date)
Somalia	9 Dec. 1971
South Africa	5 Apr. 1972
Swaziland	8 June 1971
Tonga	26 Jan. 1972 (effective date)
Yemen, People's Democratic Republic	20 Apr. 1971